



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada

Pacific Region

401 - 1230 Government Street
Victoria, B.C.

V8W 3X4

Bid Fax: (250) 363-3344

REQUEST FOR PROPOSAL DEMANDE DE PROPOSITION

Proposal To: Public Works and Government Services Canada

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

Proposition aux: Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du

fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific
Region

401 - 1230 Government Street

Victoria, B. C.

V8W 3X4

Title - Sujet Aluminum Boats	
Solicitation No. - N° de l'invitation F2441-170021/A	Date 2018-02-22
Client Reference No. - N° de référence du client F2441-170021	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$XLV-166-7463	
File No. - N° de dossier XLV-7-40184 (166)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-04-06	Time Zone Fuseau horaire Pacific Standard Time PST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Castle, David G.	Buyer Id - Id de l'acheteur xlvl66
Telephone No. - N° de téléphone (250) 217-6555 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Fisheries and Oceans Canada See herein	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

1.1	EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	2
1.2	ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	2
1.3	COMPTE RENDU	2
1.4	ACCORDS COMMERCIAUX.....	2
2.1	INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	2
2.2	PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS.....	2
2.3	DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS - EN PÉRIODE DE SOUMISSION	2
2.4	LOIS APPLICABLES	3
PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS		3
3.1.	INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	3
3.2	SECTION I : SOUMISSION TECHNIQUE.....	3
3.4	SECTION III : ATTESTATIONS	5
4.1	PROCÉDURES D'ÉVALUATION	5
4.2.	MÉTHODE DE SÉLECTION.....	5
PARTIE 5 - ATTESTATIONS		6
5.1	ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	6
5.2	ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	6
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....		6
6.1.	EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	6
6.2	ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	6
6.4.	DURÉE DU CONTRAT.....	7
6.5.	RESPONSABLES	7
6.6	PAIEMENT.....	8
6.8	ATTESTATIONS	10
6.10	CALENDRIER DE PROJET	10
6.11.	RAPPORTS PÉRIODIQUES	11
6.12.	CLAUDE DU GUIDE DES CCUA.....	11
6.13.	NIVEAUX DE QUALIFICATION	11
6.14.	SYSTÈME DE GESTION DE LA QUALITÉ	11
6.15	RÉUNION POSTÉRIEURE D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	12
6.16	MANUELS	12
6.17	INSPECTIONS ET ESSAIS	12
6.19	EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	12
6.20	LOIS APPLICABLES	15
6.21	ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	15
6.22.	ACCEPTATION	16
ANNEXE A - ENONCE DES BESOINS TECHNIQUES		1
ANNEXE B – QUESTIONS DES SOUMISSIONNAIRES ET RÉPONSES DU CANADA		24
ANNEXE C - INSPECTION/ASSURANCE DE LA QUALITÉ/CONTRÔLE DE LA QUALITÉ		0
ANNEXE D – FEUILLE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION FINANCIÈRE DÉTAILLÉE		3
ANNEXE E – LISTE DES SOUS-TRAITANTS		5
ANNEXE F – RENSEIGNEMENTS REQUIS POUR LA VÉRIFICATION DES DISPOSITIONS RELATIVES À L'INTÉGRITÉ		6
ANNEXE G – LISTE DE VÉRIFICATION DE L'OFFRE		7

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

1.2. Énoncé des travaux

Peches et Océans Canada a besoin de la fourniture et de la livraison de trois bateau alum de 9.75 10.4 mètres, avec remorques, conformément à l'énoncé des travaux en annexe A et aux modalités d'inspection en annexe C, Inspection/assurance de la qualité/contrôle de la qualité. Tous les produits doivent être livrés au plus tard le 3 août 2018.

Une unité doit être livrée à la Peches et Océans, Winnipeg, Mb.

Il existe une option pour acquérir deux seul bateau supplémentaire avec remorque.

1.3. Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.4. Accords commerciaux

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange canadien (ALEC), de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisées-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2017-04-27) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.1.1 Clauses du Guide des CCUA

B3000T, 2006-06-16, Produits équivalents

A9125T, 2007-05-25, Convention collective valide

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 4 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des

réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur dans la Colombie Britannique et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

- Section I : Soumission technique – deux (2) exemplaires papier et une version électronique sur clé USB;
- Section II : Soumission financière – un (1) exemplaire papier et une version électronique sur clé USB;
- Section III : Attestations – un (1) exemplaire papier et une version électronique sur clé USB.

Nota : Les soumissions en version électronique peuvent être présentées sur la même clé USB.

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci- après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

3.2 Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires doivent montrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires établir de façon complète, concise et claire leur capacité d'effectuer les travaux.

La soumission technique doit traiter clairement et de manière suffisamment approfondie les points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

3.2.1 Information substantielle

Les soumissionnaires doivent démontrer leur conformité aux sections suivantes de la demande de soumissions en fournissant de l'information substantielle complète et détaillée qui décrit la façon dont l'exigence est respectée et traitée. Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission technique, un

document indiquant clairement à quel endroit se trouve l'information substantielle pour chacune des sections ci-dessous.

3.2.1.1 Le soumissionnaire doit fournir des preuves objectives d'expérience dans la construction d'embarcation navires de la taille, le type et la complexité qui font l'objet de la demande de proposition. Pour démontrer cette expérience, le soumissionnaire doit fournir :

- (a) La liste détaillée de ces navires construits en vertu du TP 1332, Norme de Construction des pour les petits bâtiments. Embarcation autre qu'une embarcation de plaisance, dernière édition, au cours des 5 dernières années
- (b) Des photographies de navires énumérés
- (c) (pour le TP 1332 énuméré Embarcation autre qu'une embarcation de plaisance, vendu au cours des 5 dernières années seulement) les coordonnées de l'acheteur et la date de vente

Le soumissionnaire doit également fournir des détails sur la façon dont les matériaux et l'équipement utilisés dans la construction, la fabrication du navire proposé sont adaptés aux conditions d'exploitation et environnement que le navire peut rencontrer.

3.2.1.2 La soumission technique doit montrer que le navire sera construit conformément à l'Énoncé des travaux et aux dessins de référence fournis, qu'il ne présente pas de défaut mécanique, qu'il est en bon état de navigabilité, qu'il fonctionne bien et qu'il convient à tout point de vue à l'usage auquel il est destiné.

3.2.2 Liste de vérification du dossier de soumission et Confirmation technique

Les soumissionnaires doivent **soumettre l'Annexe G – Liste de vérification de l'offre** dûment rempli dans le cadre de leur offre technique.

3.2.3 Plans des essais et des inspections (PEI)

1. Le soumissionnaire doit joindre à sa proposition un plan d'inspection et les procédures d'essais qui seront utilisés pour vérifier, tester et inspecter tous les composants et systèmes du bateau du début de la construction jusqu'à la fin. Le PEI doit être conforme avec l'**annexe C** attachée à cette DP.
2. Le soumissionnaire doit décrire le processus par lequel il va aborder et résoudre les problèmes ou retards dans la fabrication, les installations, les essais et la livraison du bateau.

3.2.4 Sous-traitants

Les soumissionnaires présenteront une **liste des sous-traitants dûment remplie à l'annexe E** de la soumission technique.

3.2.5 Système d'assurance de la qualité de l'entrepreneur

1. Le soumissionnaire devra produire une preuve tangible confirmant qu'il a un programme d'assurance de la qualité qui sera en place pendant l'exécution des travaux et qui aborde les éléments de contrôle de la qualité ci-dessous.
2. Cette preuve tangible pourra prendre la forme d'un exemplaire de son Manuel d'assurance de la qualité qui traite de chacun de ces éléments.
3. Le soumissionnaire doit également fournir au moins un (1) échantillon de registres de contrôle de la qualité utilisés lors de la construction du dernier bâtiment de mer à son établissement.
4. Les éléments de contrôle de la qualité doivent comprendre à tout le moins :
 - le Manuel d'assurance de la qualité ou une description du programme d'assurance de la qualité;
 - le plan d'inspection et d'essai;
 - l'inspection finale;
 - les registres de contrôle de la qualité.

3.2.6 Exigences en matière d'assurance

Le soumissionnaire doit fournir une lettre d'un courtier ou d'une compagnie d'assurances autorisée à faire des affaires au Canada stipulant que le soumissionnaire, s'il obtient un contrat à la suite de la demande de soumissions, peut être assuré conformément aux exigences en matière d'assurance décrites à la *Partie 6*,

Si l'information n'est pas fournie dans la soumission, L'autorité contractante informera le soumissionnaire et lui donnera un délai de temps dans lequel répondre à l'exigence. Tout défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et se conformer aux exigences dans ce délai rendra la soumission non recevable.

3.2.7 Certification relative aux normes de soudage – soumission

1. Les travaux de soudage doivent être effectués par un soudeur certifié par le Bureau canadien de soudage (BCS) selon les normes de l'Association canadienne de normalisation (CSA) suivantes :
 - a. CSA W47.2 (version courante), Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium.
2. Avant l'attribution du contrat et dans les 24 heures suivant la demande écrite de l'autorité contractante, le soumissionnaire retenu doit fournir une preuve démontrant sa certification par le BCS selon les normes en matière de soudage émises par la CSA.

3.3 Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec la **FEUILLE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION FINANCIÈRE DÉTAILLÉE à l'annexe D.**

3.3.1 Fluctuation du taux de change

C3011T, 2013-11-06, Fluctuation du taux de change

3.3.2 Capacité financière

A9033T, 2012-07-16, Capacité financière

3.3.3 Travaux imprévus

Les soumissionnaires fournissent les renseignements requis à l'annexe D, article D-3. Les travaux imprévus sont inclus dans la base de paiement, mais ils ne sont pas pris en compte dans l'évaluation des soumissions.

3.4 Section III : Attestations

Les soumissionnaires présentent les attestations exigées à la partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions reçues seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques, financiers et de gestion.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Pour que la proposition du soumissionnaire soit conforme, celle-ci doit, à la satisfaction du Canada :

- a) Répondre à toutes les exigences de l'annexe « A », l'énoncé des travaux;
- b) Fournir tous les renseignements requis à la PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.

4.1.2 Évaluation financière

A0222T, 2014-06-26, Évaluation du prix - soumissionnaires établis au Canada et à l'étranger

4.2 Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. On recommandera l'attribution d'un contrat à la soumission recevable comportant le prix évalué le plus bas.

Une exigence obligatoire est décrite par les mots « doit », « devrait », « devra », « est requis » ou « est obligatoire ».

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera également déclarée non recevable ou sera considérée comme un manquement au contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité - déclaration de condamnation à une infraction

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter avec sa soumission la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournis avec la soumission mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – documentation exigée

Conformément à la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), le soumissionnaire doit présenter la documentation exigée, s'il y a lieu, afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

The following clauses and conditions apply to and form part of any contract resulting from the bid solicitation.

6.1 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.2 Énoncé des travaux

Parcs Canada a besoin de la fourniture et de la livraison de trois bateau alum de 9.75 – 10.4 mètres, avec remorque, conformément à l'énoncé des travaux en annexe A et aux modalités d'inspection en annexe C,

Inspection/assurance de la qualité/contrôle de la qualité. Tous les produits doivent être livrés au plus tard le 3 Aout 2018.

Une unité doit être livrée à la Peches et Oceans, Winnipeg, Mb.

Il existe une option pour acquérir deux seul bateaux supplémentaires avec remorque.

6.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre, sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformises d'achat (<https://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-fra.jsp>)achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.3.1 Conditions générales

2030, 2016-06-04, Besoins plus complexes de biens s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.3.2 Conditions générales supplémentaires

1028, 2010-08-16, Construction de bateau – Prix ferme, s'applique au contrat et en fait partie intégrante.

La Condition générale supplémentaire 1028, article 02 (2010-08-16), Exécution des travaux, incorporée ci-dessus par renvoi, est modifiée comme suit :

Supprimer le paragraphe 1, Main-d'œuvre canadienne, en entier.

La Condition générale supplémentaire 1028, article 12 (2010-08-16), Garantie, incorporée ci-dessus par renvoi, est modifiée comme suit :

Supprimer le paragraphe 3 en entier et le remplacer par ce qui suit :

« La période de garantie du bateau, à compter de la date de sa livraison et d'acceptation par le Canada est de :

- a) douze (12) mois pour les machines de propulsion et les installations auxiliaires, les raccords et les équipements divers (à l'exclusion du matériel fourni par le gouvernement);
- b) Vingt-quatre (24) mois pour la coque du navire et les travaux de soudure. »

6.4. Durée du contrat

6.4.1 Date de livraison

Tous les livrables doivent être livrés le ou avant le _____.

6.4.2 Lieux de livraison

Peches et Oceans,
Winnipeg, Mb

6.4.3 Instructions d'expédition – livraison à destination

1. Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés port payé, assurance comprise (CIP), aux lieux de destination énumérés à l'article 6.4.2, selon les Incoterms 2000.
2. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des frais de livraison, de l'installation de l'entrepreneur aux lieux de destination, y compris les frais d'administration, l'assurance et les risques de transport.

6.5. Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Dave Castle

Spécialiste en approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

401-1230 Government Street, Victoria B.C. V8W 3X4

Téléphone : 250-217-6555

Courriel : david.castle@pwgsc-tpsgc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat et toute modification doit être autorisée, par écrit, par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est fournie à l'attribution du contrat.

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. Ces changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 Responsable de l'inspection

L'autorité responsable de l'inspection pour le contrat est fournie à l'attribution du contrat.

Le responsable de l'inspection représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat et est responsable de l'inspection des travaux et de l'acceptation des travaux achevés. Le responsable de l'inspection pourra être représenté sur place par un inspecteur désigné et tout autre inspecteur du gouvernement du Canada désigné de temps à autre pour soutenir l'inspecteur désigné.

6.5.4 Représentant de l'entrepreneur

Nom et numéro de téléphone de la personne responsable pour :

Renseignements généraux :

Nom : _____ Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____ Courriel : _____

Suivi de livraison :

Nom : _____ Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____ Courriel : _____

6.6 Paiement

6.6.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix unitaire ferme de _____. Les droits de douane sont inclus et la taxe sur les Applicables taxes est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, ou toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.6.2 Tarifs des services externes / marge bénéficiaire sur le matériel

Les tarifs ci-après doivent être inclus dans la soumission et sont inclus à la Base de paiement, qui est valide pour la durée du contrat :

Tarif horaire ferme pour les services externes : _____ \$ l'heure;

Marge bénéficiaire sur le matériel et la sous-traitance : 10 %.

6.6.3 Travaux imprévus :

a) Ventilation des prix :

L'entrepreneur doit fournir, sur demande, une ventilation de prix pour tous les travaux imprévus, par activité, en fonction des métiers, des heures-personnes, du matériel, des contrats de sous-traitance et des services.

b) Prix calculés au prorata :

Les heures et les prix pour les travaux non prévus seront calculés à partir de données passées comparables pertinentes pour des travaux semblables effectués à la même installation ou seront déterminés proportionnellement aux coûts des travaux proposés dans le contrat pour les mêmes zones du navire.

c) Paiement pour les travaux imprévus :

L'entrepreneur sera payé pour les travaux non prévus qui s'avèrent nécessaires et qui sont autorisés par le Canada. Les travaux imprévus autorisés seront calculés comme suit :

6.6.3.1 Nombre d'heures (à négocier) X _____ \$, montant correspondant au tarif de services ferme de l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, y compris les frais généraux et les bénéfices, plus le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajoutée une marge bénéficiaire de 10 p. 100 – droits de douane inclus et taxes applicables en sus. Le tarif d'imputation horaire ferme et la marge bénéficiaire sur le matériel demeureront fermes pour la durée du contrat et toutes autres modifications s'y rattachant.

6.6.3.2 Nonobstant les définitions ou les termes utilisés ailleurs dans le présent document ou dans le Système de gestion des coûts de l'entrepreneur, lors de la négociation des heures de travail pour les travaux imprévus, TPSGC tiendra uniquement compte des heures de travail directement liées aux travaux pertinents. Les éléments des frais de main-d'œuvre connexes mentionnés au paragraphe 6.3.3.3 ci-dessous ne seront pas négociés, mais seront pris en compte conformément au paragraphe 6.3.3.3.

6.6.3.3 Une Indemnité pour les frais de main-d'œuvre connexes comme la gestion, la supervision directe, les achats, la manutention, l'assurance de la qualité et les rapports connexes, les premiers soins, les inspections de dégazage et les rapports connexes, et l'établissement de prévisions sera incluse comme frais généraux pour établir le *tarif d'imputation pour la main-d'œuvre* indiqué en 6.6.2 ci-dessus.

6.6.3.4 Le taux de majoration de 10 p. 100 pour les matériaux s'appliquera également aux coûts des contrats de sous-traitance. Le taux de majoration comprend toutes les indemnités pour la gestion des matériaux et de la sous-traitance qui n'entrent pas dans le tarif d'imputation pour la main-d'œuvre. L'entrepreneur n'aura pas droit à une indemnité distincte pour l'achat et la manutention des matériaux ou pour l'administration de la sous-traitance.

6.6.4 Paiement des carburants, des huiles et des lubrifiants

L'entrepreneur devra fournir et payer l'ensemble des carburants, des huiles et des lubrifiants hydrauliques et autres lubrifiants nécessaires pour charger complètement tous les systèmes nécessaires au fonctionnement de la machinerie et des autres biens d'équipement, de même que pour l'exécution de l'ensemble des essais et des épreuves.

6.6.5 Services d'ingénierie et de supervision sur le terrain

Si les services de représentants du service sur le terrain ou de surveillance sont requis dans le cadre des travaux, le coût de ces services sera compris dans le coût total. L'entrepreneur est responsable de la performance de tous les sous-traitants et des services d'ingénierie et de supervision sur le terrain.

6.6.6 Limite de prix

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

6.6.7 Méthode de paiement - Paiement multiples

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque des unités auront été complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

6.7. Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit présenter des factures conformément aux exigences énoncées dans les Conditions générales 2030 – besoins plus complexes de biens, à la clause 13.

Les factures doivent être préparées et envoyées à :

Peches et Oceans – Yellowknife, Nt

Une copie de la facture originale doit être transmise à l'autorité contractante indiquée dans la section 6.5.1.

6.7.1 Retenue de garantie

Une retenue de 3 % sera appliquée aux demandes de paiement. Cette retenue sera payable par le Canada à l'expiration de la période de garantie de 90 jours qui s'applique aux travaux. Les taxes applicables, selon le cas, doivent être calculées pour le montant total de la demande, avant l'application de la retenue de 3 %. Au moment de la demande de la retenue de 3 %, il n'y aura pas de taxe applicable à payer, car celles-ci ont été incluses dans les paiements précédents.

6.7.2 Retenue de travail incomplet

En plus du montant retenu en vertu de la clause de retenue de la garantie, une retenue correspondant au double de la valeur estimative des travaux non complétés s'appliquera jusqu'à l'achèvement des travaux. Les taxes applicables seront calculées selon ce montant retenu non compensé et versées au moment où la retenue de garantie non compensée sera levée.

6.8 Attestations

Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

6.9 Certification relative au soudage - contrat

1. L'entrepreneur doit s'assurer que le soudage est effectué par un soudeur certifié par le Bureau canadien du soudage (BCS) selon les exigences des normes suivantes de l'Association canadienne de normalisation (CSA):
 - a) CSA W47.2-09 (R2014) : Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium division.
2. En outre, le soudage doit être effectué conformément aux exigences des dessins et des spécifications qui s'appliquent.
3. Avant le début de tout travail de fabrication, et à la demande du responsable de l'inspection, l'entrepreneur doit fournir des procédures de soudage approuvées et/ou une liste du personnel qu'il souhaite utiliser pour effectuer les travaux. Cette liste doit préciser les qualifications que possède chaque personne relativement aux procédures de soudage du BCS et doit être accompagnée d'une copie de la certification actuelle de chaque personne en matière de soudure, selon les normes du BCS.

6.10 Calendrier de projet

1. L'entrepreneur doit fournir un calendrier de projet détaillé sous la forme d'un document MS Project à l'autorité contractante et au responsable technique **5 jours après l'attribution du contrat**. Ce calendrier doit mettre en évidence les échéances précises des étapes énumérées ci-dessous. Le calendrier de l'entrepreneur doit comprendre les dates d'échéances prévues pour chacune des étapes importantes suivantes pour chaque ensemble :
 - a) livraison de matériaux de la coque à l'entrepreneur et le commencement de la construction;
 - b) la coque et le pont complétés, mais non fermés afin de permettre une inspection complète de la structure et de la soudure. L'entrepreneur doit fournir une copie papier des certifications du matériel et les dessins de construction au responsable technique/inspection une (1) semaine avant l'inspection du responsable technique/inspection;
 - c) l'installation de l'armement et l'équipement électrique 75 p. 100 complétée, mais l'équipement et les composants doivent avoir été livrés à l'entrepreneur et être disponible pour une

inspection complète. L'entrepreneur doit fournir une copie papier de la liste d'équipements et des fournitures électriques au responsable technique/inspection une (1) semaine avant l'inspection du responsable technique/inspection;

- d) livraison des manuels au Canada pour approbation (non moins de 14 jours avant la date prévue pour la livraison du bateau);
- e) tests et essais de l'entrepreneur et tests et essais requis par l'ÉBT;
- f) livraison du bateau de travail et la remorque au Canada pour approbation;
- g) début et fin de la période de garantie de douze (12) mois.

Note : les manuels techniques ne seront pas retournés.

- 2. Le calendrier doit être mis à jour régulièrement et être disponible dans les bureaux de l'entrepreneur pour que les représentants du Canada puissent l'examiner afin d'évaluer l'avancement des travaux.

6.11. Rapports périodiques

- 1. L'entrepreneur doit fournir des rapports mensuels sur l'avancement des travaux au responsable technique et à l'autorité contractante.
- 2. Le rapport périodique doit comporter trois parties :
 - a) PARTIE 1 : L'entrepreneur doit répondre aux trois questions suivantes :
 - (i) le projet progresse-t-il selon le calendrier prévu?
 - (ii) le projet respecte-t-il le budget prévu?
 - (iii) le projet est-il libre de toute préoccupation à l'égard de laquelle l'aide ou les conseils du Canada pourraient être requis?

Chaque réponse négative doit être accompagnée d'une explication.

- b) PARTIE 2 : Un rapport narratif, concis, mais suffisamment détaillé pour permettre au responsable technique d'évaluer l'avancement des travaux, et comprenant au moins :
 - (i) une description de l'avancement de chacune des tâches et des travaux dans leur ensemble durant la période visée par le rapport. Un nombre suffisant d'esquisses, de diagrammes, de photographies, etc., doit être inclus, s'il y a lieu, afin de décrire l'avancement des travaux.
 - (ii) une explication de tout écart par rapport au plan de travail.

6.12. Claude du guide des CCUA

B9035C, 2008-05-12, Réunion d'avancement

B5007C, 2010-01-11, Procédures pour modifications de conception ou travaux supplémentaires

D3015C, 2007-11-30, Marchandises dangereuses/produits dangereux

D0018C, 2007-11-30, Livraison et déchargement

C0711C, 2008-05-12, Contrôle du temps

6.13. Niveaux de qualification

L'entrepreneur doit faire appel à des gens de métier qualifiés, certifiés (le cas échéant) et compétents et les superviser pour garantir un niveau élevé uniforme de qualité d'exécution. Le responsable de l'inspection peut demander de consulter et d'inscrire les détails des attestations ou des compétences des gens de métier de l'entrepreneur. Cette demande ne doit pas être exercée indûment, mais viser uniquement à garantir que ce sont des gens de métier qualifiés qui exécutent les travaux nécessaires.

6.14. Système de gestion de la qualité

- 1. L'entrepreneur doit avoir en place pendant l'exécution des travaux un programme d'assurance de la qualité approuvé par le responsable de l'inspection. Le programme d'assurance doit aborder tous les éléments de contrôle de la qualité ci-dessous.
- 2. Les éléments de contrôle de la qualité doivent comprendre au minimum :

une description du programme d'assurance de la qualité
l'organisation de l'information sur la qualité
le plan d'inspection et d'essai

l'inspection finale
les registres de contrôle de la qualité

3. Les installations de l'entrepreneur pourront faire l'objet d'une vérification de l'État ou de son représentant autorisé, avant l'attribution du marché, pour vérifier l'existence d'un système en place conformément à la condition précitée.
4. L'entrepreneur devra déposer, avec chaque demande de paiement, un document d'assurance de la qualité rempli en bonne et due forme, tel que requis.

6.15 Réunion postérieure d'exécution des travaux

Dans les trois (3) jours ouvrables suivant la réception du contrat, l'entrepreneur devra communiquer avec le responsable technique pour organiser une réunion préalable à la production. Cette réunion aura lieu à l'usine de l'entrepreneur. Les frais relatifs à cette réunion préalable à la production doivent être inclus dans le prix de la soumission. Veuillez noter que le Canada assumera les dépenses de voyage et de subsistance des employés du gouvernement.

6.16 Manuels

1. L'entrepreneur doit obtenir et fournir au responsable technique pour approbation l'ensemble des relevés de données, des guides d'instructions, des manuels d'entretien et des listes de pièces de rechange (y compris les numéros de pièce et les instructions pour la commande) pour la totalité des machines et des biens d'équipement installés sur le navire, au besoin. Une fois approuvés par le responsable technique, l'entrepreneur doit fournir deux (2) copies papier et une copie électronique conformément à la section 5.1.2 de l'Énoncé des travaux.
2. Dans les cas où le Canada examine les manuels, cet examen n'aura pas pour effet de dégager l'entrepreneur de toute responsabilité en vertu du contrat, ni d'assurer l'exactitude de tous les détails et la qualité d'exécution du navire, ni non plus d'obliger le Canada à accepter, en partie ou en totalité, une unité d'œuvre réalisée conformément à ces manuels, ni de confirmer que cette unité d'œuvre respecte l'Énoncé des travaux.

6.17 Inspections et essais

1. Durant la construction du bateau, l'entrepreneur doit faire les arrangements pour des inspections régulières et quand la construction de chaque bateau est complète, l'entrepreneur doit faire les arrangements pour des essais. Tous les inspections et les essais doivent être conformes à l'ÉBT et à l'**annexe C** - Inspection/Assurance de la qualité/Contrôle de la qualité. Les essais imposés par l'entrepreneur autre que ceux de l'ÉBT doivent être approuvés par le responsable de l'inspection.
2. L'entrepreneur doit préparer et présenter un Plan des essais et des inspections (PEI) à l'autorité contractante et le responsable de l'inspection sept (7) jours après l'attribution du contrat pour révision. L'entrepreneur apportera des modifications jusqu'à la satisfaction du responsable de l'inspection.
3. Quand le PEI sera approuvé, dans l'éventualité que des modifications soient nécessaires, elles devront être approuvées par le responsable de l'inspection avant d'être incluses dans le PEI.

6.18 Government Supplied Material (GSM) – Section 9 et 18.

6.19 Exigences en matière d'assurance

L'entrepreneur doit respecter les exigences en matière d'assurance prévues aux **articles 6.19.1 et 6.19.2** ci-dessous. L'entrepreneur doit maintenir la couverture d'assurance exigée pendant toute la durée du contrat. Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue.

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

L'entrepreneur doit faire parvenir à l'autorité contractante, dans les dix (10) jours suivant la date d'attribution

du contrat, un certificat d'assurance montrant la couverture d'assurance et confirmant que la police d'assurance conforme aux exigences est en vigueur. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada. L'entrepreneur doit, à la demande de l'autorité contractante, transmettre au Canada une copie certifiée de toutes les polices d'assurance applicables.

6.19.1 Assurance de responsabilité civile commerciale

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. Le contrat d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b) Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c) Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d) Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, le contrat doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, le contrat doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si un contrat distinct avait été émis à chacun d'eux.
 - f) Responsabilité contractuelle générale : Le contrat doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g) Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h) Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).
 - i) Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées, couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
 - j) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation du contrat.
 - k) S'il s'agit d'un contrat sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
 - l) Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
 - m) Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du

fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.

- n) Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.

Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante : Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante : Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en défense conjointe dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette défense conjointe. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

6.19.2 Assurance responsabilité en matière maritime

1. L'entrepreneur doit souscrire une assurance protection et indemnisation mutuelle qui doit comprendre une responsabilité additionnelle en matière de collision et de pollution. L'assurance doit être souscrite auprès d'un membre du groupe international de sociétés d'assurance mutuelle, ou avec un marché fixe, et le montant ne doit pas être inférieur aux limites fixées par la Loi sur la responsabilité en matière maritime, L.C. 2001, ch. 6. La protection doit comprendre les membres d'équipage, s'ils ne sont pas couverts par l'assurance contre les accidents du travail décrite au paragraphe 2 ci-dessous.
2. L'entrepreneur doit souscrire une assurance contre les accidents du travail, qui couvre tous les employés effectuant des travaux conformément aux exigences réglementaires du territoire ou de la province. Ou même, les exigences réglementaires de l'État, de la résidence ou de l'employeur, ayant une autorité sur ces employés. Si la Commission des accidents du travail juge que l'entrepreneur fait l'objet d'une contravention supplémentaire en raison d'un accident causant des blessures ou la mort d'un employé de l'entrepreneur ou sous-traitant, ou découlant de conditions de travail dangereuses, cette contravention doit être aux frais de l'entrepreneur.
3. La police d'assurance protection et indemnisation mutuelle doit comprendre les éléments suivants :
 - a) Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada en tant qu'assuré additionnel devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b) Renonciation des droits de subrogation : L'assureur de l'entrepreneur doit renoncer à tout droit de subrogation contre le Canada, représenté par la Ministère des Pêches et Océans

et par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada relativement à toute perte ou dommage au navire, peu en importe la cause.

- c) Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- d) Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, le contrat doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue.
- e) Droits de poursuite : Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la Loi sur le ministère de la Justice, L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu du contrat d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.
- f) Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :

Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec
(Ottawa) Ministère de la
Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse
suivante : Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en défense conjointe dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette défense conjointe. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris ou en sus) au nom du Canada.

6.20 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur dans _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.21 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur ladite liste.

1. Articles de convention;
2. Conditions générales supplémentaires 1028, 2010-08-16, prix ferme pour la construction du bateau;
3. Conditions générales 2030, 2016-04-04, biens (complexité élevée);
4. Annexe « A » - Énoncé des travaux;
5. Annexe « B » - Question et réponse ;
6. Annexe « C » - Inspection/Assurance de la qualité/Contrôle de la qualité;
7. Annexe « D » - Base de paiement;
8. la soumission de l'entrepreneur en date du _____.

6.22. Acceptation

1. Le responsable de l'inspection, en collaboration avec l'entrepreneur, établira une liste des travaux non complétés à la fin de la période de la construction du bateau. Cette liste formera les annexes au document officiel d'acceptation pour le bateau. Une réunion ou une conférence téléphonique sera organisée par le responsable de l'inspection à la date d'achèvement des travaux pour examiner et signer le document d'acceptation PWGSC-TPSGC 1105, Attestation de l'entrepreneur.
2. Le responsable de l'inspection doit remplir le formulaire précité et obtenir les signatures de l'entrepreneur et de l'autorité contractante. Le formulaire sera ensuite distribué de la façon suivante par le responsable de l'inspection :
 - a. une copie à l'autorité contractante;
 - b. une copie au responsable technique;
 - c. une copie à l'entrepreneur.

ANNEXE A

Énoncé des besoins techniques

PÊCHES ET OCÉANS CANADA

Énoncé des besoins techniques (ÉBT)

**Numéro de demande F2441-170021, fourniture de trois (3)
embarcations à coque d'aluminium de 9,75 m à 10,4 m, avec moteurs,
cabine/pont, haleur de filet maillant, complètes avec remorque**

2017

Opérations nordiques

**CONSTRUCTION RÉALISÉE CONFORMÉMENT À LA NORME TP-1332 DE LA
DIRECTION DE LA SÉCURITÉ MARITIME DE TRANSPORTS CANADA (DSMTC)**

TABLE DES MATIÈRES

<u>1.0</u>	<u>SURVOL</u>	2
1.1	<u>EXIGENCES</u>	2
<u>2.0</u>	<u>EXIGENCES DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION</u>	4
2.1	<u>CONCEPTION ERGONOMIQUE</u>	4
2.2	<u>VIBRATIONS</u>	4
2.3	<u>MATÉRIAUX</u>	4
2.4	<u>FIXATIONS</u>	5
2.5	<u>NORMES</u>	5
<u>3.0</u>	<u>EXIGENCES OPÉRATIONNELLES</u>	6
3.1	<u>VITESSE DE CROISIÈRE</u>	6
3.2	<u>VITESSE MINIMALE</u>	6
3.3	<u>COMMANDES DE DIRECTION ET DE MANŒUVRE</u>	6
3.4	<u>ÉCHOUAGE</u>	6
3.5	<u>CONDITIONS ENVIRONNEMENTALES</u>	6
3.6	<u>MISE À L'EAU, RÉCUPÉRATION ET TRANSPORT</u>	7
3.7	<u>ENTRETIEN</u>	7
<u>4.0</u>	<u>CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES</u>	7
4.1	<u>RENSEIGNEMENTS SUR L'EMBARCATION</u>	7
<u>5.0</u>	<u>CONFIGURATION DE L'EMBARCATION</u>	8
5.1	<u>CONFIGURATION GÉNÉRALE</u>	8
5.2	<u>ÇOQUE</u>	8
5.3	<u>ÉQUIPEMENT DU PONT</u>	8
5.4	<u>CONSOLE ET CABINE</u>	8
5.5	<u>IDENTIFICATION</u>	9
<u>6.0</u>	<u>ÉQUIPEMENT – GÉNÉRALITÉS</u>	9
6.1	<u>PUPITRE DE BARRE</u>	9
6.2	<u>SYSTÈMES DE DIRECTION</u>	9
6.3	<u>PLACES ASSISES</u>	10
6.4	<u>FENÊTRES</u>	10
6.5	<u>ESSUIE-GLACES</u>	10
6.6	<u>POIGNÉES</u>	10
6.7	<u>TAQUETS D'AMARRAGE</u>	10
6.8	<u>BITTE DE REMORQUAGE</u>	11
6.9	<u>RANGEMENT</u>	11
6.10	<u>CONDUITS DE CÂBLE</u>	11
<u>7.0</u>	<u>ÇOQUE</u>	11
<u>8.0</u>	<u>ÉQUIPEMENT D'URGENCE ET DE SÉCURITÉ</u>	12
<u>9.0</u>	<u>SYSTÈMES – GÉNÉRALITÉS</u>	12
9.1	<u>SYSTÈME DE PROPULSION</u>	12

<u>9.2</u>	<u>HÉLICE(S)</u>	13
<u>9.3</u>	<u>COMMANDES</u>	13
<u>9.4</u>	<u>VÉRIFICATION DE L'INSTALLATION</u>	13
<u>9.5</u>	<u>RODAGE DES MOTEURS</u>	13
<u>9.6</u>	<u>PROTECTION DES COMMANDES</u>	13
<u>9.7</u>	<u>SYSTÈME DE CARBURANT</u>	13
<u>9.8</u>	<u>RÉSERVOIR DE CARBURANT</u>	14
<u>10.0</u>	<u>SYSTÈME ÉLECTRIQUE</u>	14
<u>11.0</u>	<u>ÉQUIPEMENT ÉLECTRONIQUE ET DE NAVIGATION</u>	16
<u>12.0</u>	<u>PEINTURE ET PROTECTION CONTRE LA CORROSION</u>	17
<u>13.0</u>	<u>REMORQUE</u>	17
<u>14.0</u>	<u>TESTS ET ESSAIS</u>	18
<u>14.1</u>	<u>ESSAIS EN MER – GÉNÉRALITÉS</u>	18
<u>15.0</u>	<u>DOCUMENTATION</u>	20
<u>15.1</u>	<u>PLAQUE D'IDENTIFICATION</u>	20
<u>15.2</u>	<u>PUBLICATIONS TECHNIQUES</u>	20
<u>15.3</u>	<u>SECTION DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX</u>	20
<u>15.4</u>	<u>SECTION DES RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES</u>	20
<u>15.5</u>	<u>DOCUMENTS LIVRABLES SUPPLÉMENTAIRES</u>	21
<u>16.0</u>	<u>EXPÉDITION ET LIVRAISON</u>	22

1.0 SURVOL

Pêches et Océans Canada gère et exploite de petites embarcations en guise d'appui à ses programmes et missions. Les embarcations seront exploitées sur le Grand lac des Esclaves et d'autres plans d'eau dans les Territoires du Nord-Ouest. La mission principale de ces embarcations consistera à pêcher avec des filets maillants, ainsi que faire la collecte d'autres formes de données et d'échantillons utilisés à des fins scientifiques et de gestion.

L'embarcation sera principalement stationnée à terre et sera mise à l'eau et récupérée au moyen d'une remorque, ou amarrée au quai d'une installation à terre. Des excursions de quelques jours seront également effectuées.

1.1 EXIGENCES

- 1.1.1** L'entrepreneur doit concevoir, fabriquer et fournir trois (3) bateaux de travail avec coque d'aluminium conformément à la publication actuelle des Normes de construction pour les petits bâtiments – TP 1332 de la Direction de la sécurité maritime de Transports Canada (DSMTC) (ci-après nommée TP 1332 – DSMTC).
- 1.1.2** Chaque embarcation doit être propulsée par deux (2) moteurs Evinrude E-TEC G2 contrarotatifs de 250 chevaux, deux temps, injection directe de

carburant et arbre de 25 po, avec servodirection hydraulique/dynamique fournie et installée par l'entrepreneur.

- 1.1.3** Chaque embarcation doit être pourvue d'un moteur auxiliaire Evinrude E-Tec H.O. de 15 chevaux, avec arbre de 25 po et démarreur électrique, bulbe d'amorçage et ensemble de commandes pour cabine monté sur à bâbord du tableau; il doit également être raccordé aux réservoirs de carburant.
- 1.1.4** Un haleur de filet hydraulique à vitesse variable et au sens de rotation réglable monté sur semelle à l'avant tribord (plat-bord) étrave doit être pourvu d'un tambour en V de 400 mm (16 po) en aluminium et acier inoxydable avec commandes et soupape de surpression montées sur l'unité. Il doit avoir une capacité minimale de halage de 300 kg, entraîné par un moteur Honda quatre temps de 5 chevaux à démarrage à rappel. Le moteur doit être jumelé à un réservoir d'huile hydraulique en acier inoxydable d'une capacité appropriée pour le système et doit être pourvu d'un filtre de retour, d'un bouchon de remplissage et d'un indicateur de niveau. Un indicateur de pression d'huile hydraulique doit également être monté et la pression doit être contrôlée et réglable. Le réservoir doit être autonome et pourvu de poignées de transport, être placé à l'intérieur d'un cadre en aluminium ou en acier inoxydable offrant un accès facile et être fermement monté à tribord du tableau, tout en étant facilement amovible. Le haleur doit être rattaché à un rouleau de filet maillant de 610 mm (24 po) entièrement en aluminium, placé à l'avant et monté entre deux (2) colonnes de guidage verticales rotatives de chaque côté, avec plaque de réception de 610 mm (24 po) sur 305 mm (12 po) entre les deux colonnes et au-dessous le rouleau. Le rouleau et les colonnes doivent être pourvus de roulements.
- 1.1.5** L'avant de la cabine doit comprendre deux (2) couchettes.
- 1.1.6** Autres aménagements requis : une salle d'eau privée, avec porte et toilette chimique portative fermement ancrée, un (1) évier, un (1) robinet d'eau froide sous pression et un miroir à l'avant de la cabine, ainsi qu'une fenêtre coulissante étanche avec moustiquaire et glace opaque.
- 1.1.7** Cuisine de cabine avec table et trois (3) places assises. La table doit pouvoir se convertir en plateforme de couchage robuste.
- 1.1.8** Système d'eau froide sous pression 12 V avec deux éviers avec robinet dans la cuisine de cabine et un évier avec robinet dans la salle d'eau de la cabine avant.
- 1.1.9** Réfrigérateur 12 V. Suffisamment d'espaces de rangement fermés et d'espace de comptoir pour la nourriture et les articles de cuisson dans la partie principale de la cabine.
- 1.1.10** Poêle à alcool à deux brûleurs (pas sous pression) monté dans la cabine principale avec détecteur de chaleur installé conformément à la norme TP 1332.
- 1.1.11** Réservoir d'eau ventilé de trente (30) gallons avec robinet de drainage raccordé à la cale, et réservoir d'eaux grises ventilé de trente (30) gallons avec robinet de drainage et pompe d'évacuation 12 V comprenant un boyau de dix (10) pieds.
- 1.1.12** L'embarcation doit être livrée complète avec une remorque pour le transport et la mise à l'eau/sortie de l'eau.

2.0 EXIGENCES DE CONCEPTION ET DE CONSTRUCTION

Tous les composants, équipements et matériaux doivent être fournis par l'entrepreneur. La coque, la passerelle, la cabine, la console, le pont et la structure doivent être fabriqués en aluminium.

2.1 CONCEPTION ERGONOMIQUE

- 2.1.1** Les conditions d'exploitation dangereuses doivent être évitées en recourant aux mesures suivantes : disposer la machinerie et l'équipement de manière sécuritaire, installer des écrans protecteurs du personnel contre les dangers de nature électrique, mécanique et thermique, installer des gardes protecteurs ou des couvercles pour toutes les commandes qui pourraient être actionnées par contact accidentel du personnel.
- 2.1.2** Le plancher d'aluminium doit être recouvert d'un fini antidérapant.
- 2.1.3** L'embarcation doit être conçue pour accueillir des membres du personnel mesurant entre 5 pi 2 po (1 m 57 cm) et 6 pi 4 po (1 m 93 cm) environ et qui portent des vêtements et de l'équipement pour temps froid, conformément à la norme ASTM F1166-07 Standard Practice for Human Engineering Design for Marine Systems, Equipment, and Facilities [en anglais seulement].
- 2.1.4** L'accessibilité, la visibilité, la lisibilité, l'efficacité et le confort de l'équipage sont des facteurs ergonomiques dont il faut tenir compte dans la conception de l'embarcation.
- 2.1.5** L'équipement doit être accessible aux fins d'utilisation, d'inspection, de nettoyage et d'entretien conformément à la norme ASTM F1166-07.

2.2 VIBRATIONS

- 2.2.1** L'embarcation et tous ses composants doivent être exempts de toute vibration localisée pouvant mettre en danger l'équipage ou endommager la structure, la machinerie ou les systèmes de l'embarcation, ou encore nuire au fonctionnement ou à l'entretien de la machinerie ou des systèmes.
- 2.2.2** Les composants mobiles, y compris ceux qui sont déplacés pour l'entreposage, le remorquage ou le transport, doivent être montés à l'aide d'éléments d'amortissement appropriés pour empêcher les vibrations.
- 2.2.3** Des fixations autobloquantes doivent être utilisées pour prévenir leur desserrage en raison des vibrations.

2.3 MATÉRIAUX

- 2.3.1** Tous les matériaux doivent résister à la corrosion et convenir à une utilisation en eau douce, comme le décrivent les exigences opérationnelles. Tous les matériaux habituellement exposés aux rayons du soleil doivent résister au rayonnement ultraviolet. Les matériaux galvanisés ne conviennent pas.
- 2.3.2** Métaux dissemblables : le contact direct entre des métaux de nature électrolytique dissemblable n'est pas permis. Il faut éviter la corrosion électrolytique en isolant les matériaux dissemblables à l'aide de joints, de

-
- rondelles, de manchons ou de bagues fabriqués d'un matériau isolant approprié.
- 2.3.3** Aluminium : l'alliage d'aluminium de nuance 5086-H116 ou l'équivalent doit être utilisé pour la coque. Les éléments non porteurs servant aux garnitures et à l'aménagement, notamment les cadres d'écouilles, les pièces moulées, les consoles et autres articles, peuvent être fabriqués d'autres alliages d'aluminium adaptés à une utilisation commerciale, comme les alliages 5083/86, 5052 ou 6063-T54.
- 2.3.4** Acier inoxydable : l'acier inoxydable de nuance 316L ou 316 doit être utilisé pour tous les éléments en acier inoxydable, à moins d'indication contraire. L'alliage de nuance 316L doit être utilisé pour tous les éléments soudés immergés.
- 2.3.5** Les fixations et les raccords doivent être fabriqués en acier inoxydable. Les boulons utilisés pour tous les raccords doivent être en acier inoxydable de nuance 316.
- 2.3.6** Lorsque des raccords flexibles sont requis pour les systèmes de commande de gouverne et de carburant, des tubes flexibles adaptés à des colliers de serrage sertis de façon permanente, amovibles et réutilisables, doivent être utilisés.
- 2.3.7** Tous les matériaux et l'équipement doivent être remisés, installés et mis à l'essai conformément aux lignes directrices, aux recommandations et aux exigences du fabricant.

2.4 FIXATIONS

- 2.4.1** Toutes les fixations doivent être fabriquées de matériaux résistants à la corrosion.
- 2.4.2** Les pièces et les fixations cadmiées, y compris les rondelles, sont interdites.
- 2.4.3** Il est interdit de raccorder directement des alliages contenant du cuivre à de l'aluminium, sauf s'il s'agit de tresses de masse.
- 2.4.4** Les fixations ne doivent pas être vissées directement dans l'aluminium. Lorsque requis, utiliser des rondelles ou des plaques d'appui en aluminium ou en acier inoxydable.
- 2.4.5** Lorsqu'il n'est plus possible d'accéder aux écrous après l'assemblage, ils doivent être bloqués ou ancrés afin de permettre leur réutilisation et éviter leur desserrage. À moins d'indication contraire, il faut utiliser des écrous autobloquants pour éviter le desserrage des boulons en raison des chocs et des vibrations.
- 2.4.6** Les fixations posées dans des endroits achalandés du pont doivent affleurer la surface pour éliminer les risques de trébuchement ou d'accrochage.

2.5 NORMES

- 2.5.1** L'embarcation construite en vertu de cet ÉBT doit être fabriquée conformément à la version actuelle du document TP 1332 de la DSMTC intitulé « Normes de construction pour les petits bâtiments » et aux exigences de l'American Boat & Yacht Council (ABYC).
- 2.5.2** CSA C22.2 No 183.2-M1983 (R1999) – Installations électriques à courant continu (c.c.) à bord des bateaux et normes électriques ABYC « E ».
- 2.5.3** CWB CSA\ACNOR W47.2, sous-section 2.1 – Certification pour le soudage de l'aluminium – version la plus récente.

-
- 2.5.4** L'entrepreneur doit construire chaque embarcation conformément au présent ÉBT. Si le présent ÉBT entre en conflit avec les normes ci-dessus ou y contrevient, la norme TP 1332 de la DSMTC aura préséance.
 - 2.5.5** Des visites sur place sont requises pour s'assurer que l'embarcation construite en vertu du présent ÉBT respecte toutes les normes énoncées aux présentes.
 - 2.5.6** L'entrepreneur doit fournir au Canada ou aux autorités chargées du contrat, une copie électronique et une copie papier de tous les plans de l'embarcation en construction lors de l'inspection.
 - 2.5.7** Les systèmes électriques à bord de l'embarcation doivent être conformes à la section 8 de la norme TP 1332 de la DSMTC, intitulée « Systèmes électriques ».

3.0 EXIGENCES OPÉRATIONNELLES

Sauf indication contraire, le rendement doit être calculé en fonction d'un état de mer 4 sur l'échelle de Beaufort, en eau douce et en conditions de charge normales. L'embarcation doit être conçue et fabriquée de manière à faciliter son entretien et sa réparation, à prolonger sa durée de vie et à faciliter sa prise en charge par des établissements et des fournisseurs commerciaux locaux.

Rayon d'action souhaité : 200 milles marins avec une réserve de 10 % à une vitesse minimale de 20 nœuds.

3.1 VITESSE DE CROISIÈRE

- 3.1.1** La vitesse de croisière doit être d'au moins 20 nœuds dans des conditions de charge normales.

3.2 VITESSE MINIMALE

- 3.2.1** La vitesse de manœuvre doit être d'au moins 3 nœuds dans des conditions de charge normales.

3.3 COMMANDES DE DIRECTION ET DE MANŒUVRE

- 3.3.1** L'embarcation doit pouvoir virer de 15° par rapport au cap dans un état de mer d'au moins 4 sur l'échelle de Beaufort, dans toutes les directions (vitesse du vent de 11 à 16 et hauteur des vagues de 1 à 1,5 mètre).
- 3.3.2** Doit pouvoir virer et manœuvrer à une vitesse de 3 nœuds dans un état de mer 4 sur l'échelle de Beaufort.
- 3.3.3** Doit pouvoir maintenir le cap, par rapport à la route sur le fond, à une vitesse de 3 nœuds avec un vent latéral relatif de 15 nœuds.

3.4 ÉCHOUAGE

- 3.4.1** Doit pouvoir s'échouer sur un sol mou (sable, terre ou argile) à une vitesse maximale de 5 nœuds sans endommager la coque.
- 3.4.2** Doit pouvoir s'échouer sur un sol dur (roc ou béton) à une vitesse maximale de 3 nœuds sans endommager la coque.

3.5 CONDITIONS ENVIRONNEMENTALES

L'embarcation doit pouvoir servir de jour ou de nuit dans les conditions suivantes :

- 3.5.1** Température moyenne de l'air ambiant : de -5 °C à +30 °C.
- 3.5.2** Température moyenne de l'eau : de 0 °C à +20 °C

3.5.3 Vagues d'une hauteur de 1 m à 1,5 m.

3.5.4 Vents de 11 à 16 nœuds.

3.6 MISE À L'EAU, RÉCUPÉRATION ET TRANSPORT

L'embarcation doit être facilement transportable par la route sur une remorque de bateau, et pouvoir être mise à l'eau et récupérée à l'aide de la remorque aux rampes de mise à l'eau existantes.

3.7 ENTRETIEN

L'embarcation doit être conçue et fabriquée de manière à faciliter son entretien et sa réparation, à prolonger sa durée de vie et à faciliter sa prise en charge par des établissements et des fournisseurs commerciaux locaux.

4.0 CARACTÉRISTIQUES PHYSIQUES

4.1 RENSEIGNEMENTS SUR L'EMBARCATION

4.1.1 Longueur hors tout – entre 9,75 et 10,4 mètres (excluant les moteurs).

4.1.2 Largeur hors tout : entre 3 et 3,1 mètres.

4.1.3 Profondeur – creux sur quille entre 1,80 et 1,85 mètre.

4.1.4 Tirant d'eau maximal aux hélices – 1 mètre (dans des conditions de charge normales).

4.1.5 Forme de la coque – coque en V

4.1.6 Longueur de la cabine – entre 3,6 et 4,0 mètres avec accès de 0,25 à 0,30 mètre entre le plat-bord.

4.1.7 Type d'embarcation – coque en aluminium avec pont de travail de niveau à l'étrave pour halier et installer des filets maillants de façon sécuritaire sans les accrocher ou les déchirer.

4.1.8 Propulsion – deux moteurs hors-bord à deux temps contrarotatifs de 250 chevaux chacun.

4.1.9 Conditions de charge normales :

4.1.9.1 Trois (3) membres d'équipage avec équipement : 360 kg.

4.1.9.2 Carburant = minimum de 300 litres dans les deux réservoirs de carburant.

4.1.9.3 Équipement et fournitures : 200 kg.

4.1.9.4 La capacité de charge utile doit correspondre à au moins 500 kg/1 100 lb en plus du plein réservoir de carburant.

4.1.10 La hauteur et la largeur hors tout lorsque l'embarcation est transportée sur sa remorque ne doivent pas dépasser les limites établies en vertu des règles de circulation du code de la route de la province où du territoire où la remorque se trouve.

5.0 CONFIGURATION DE L'EMBARCATION

5.1 CONFIGURATION GÉNÉRALE

Embarcation à coque d'aluminium avec cabine et console. L'étrave doit être de type en abaissement avec un pont ouvert accessible par les ponts latéraux autour et en travers de la cabine, afin de maximiser la zone de travail avant pour le halage et l'installation de filets maillants. Les pavois doivent être de 4 à 6 po de large avec des rebords intérieurs arrondis et construits de manière à pouvoir accueillir de gros objets plats reposant en travers de l'embarcation.

5.2 COQUE

- 5.2.1** Embarcation à coque en V simple.
- 5.2.2** La forme de la coque ne doit pas entraver le débit de l'eau aux engins de propulsion et doit protéger le personnel à bord contre les projections d'eau et les vagues.
- 5.2.3** La coque doit être conçue de façon à présenter un nombre suffisant de compartiments étanches, incluant des compartiments de coque et une mousse de flottaison à faible émission de fumée et présentant un faible indice de propagation des flammes ou un système de flottaison ignifuge ou des appareils de flottaison qui procureront une stabilité adéquate et une bonne flottabilité en condition inondée.
- 5.2.4** L'étrave doit être évasée vers le haut du pavois afin de maximiser la dispersion des embruns de façon à les éloigner du personnel et pour ne pas accrocher ou prendre les filets maillants.
- 5.2.5** Les pavois doivent être faits dans un matériau qui permettra aux gros objets d'être portés de travers, ils devraient être exempts de toute charge ou saillie.

5.3 ÉQUIPEMENT DU PONT

- 5.3.1** Les dalots sur le pont de travail doivent être dimensionnés pour permettre un drainage suffisant des surfaces exposées du pont, conformément à la norme TP-1332 de la DSMTC.
- 5.3.2** Une rallonge de pont (nacelle des moteurs) pouvant loger deux (2) moteurs hors-bord de 250 chevaux et un moteur auxiliaire de 15 chevaux doit être installée à la poupe.
- 5.3.3** Les lisses de côté doivent être faites de tubes en aluminium soudé. La partie avant doit être basse pour faciliter le travail sur le côté. La section du balcon arrière doit être élevée pour fournir une prise ergonomique aux opérateurs sur le pont.
- 5.3.4** Les ouvertures du chaumard doivent être de dimension suffisante pour passer des lignes de 5/8 po à travers les taquets et les coins ne doivent pas causer de frottement. Les taquets doivent être en aluminium et d'une dimension adaptée aux lignes de 5/8 po.

5.4 CONSOLE ET CABINE

Console centrale et cabine en aluminium avec pare-brise et fenêtres latérales se prolongeant vers le haut depuis la console et autour de la cabine jusqu'au toit afin de

protéger l'équipage et l'équipement contre les éléments. Des portes avant et arrière doivent être aménagées pour l'accès.

5.5 IDENTIFICATION

- 5.5.1** L'entrepreneur doit apposer le certificat d'enregistrement de Transports Canada (ex., C#####ON) pour l'embarcation, sur chaque côté, conformément aux lois de Transports Canada.

6.0 ÉQUIPEMENT – GÉNÉRALITÉS

La cabine doit comprendre un pupitre de barre et un panneau d'instruments de navigation conçus pour un espace de travail et servir également de cuisine.

6.1 PUPITRE DE BARRE

Un pupitre de barre doit être situé du côté tribord de la cabine et placé de manière à permettre l'accès au poste de barre, mais ne doit pas autant que possible empiéter sur l'espace utilisable à l'avant du pont. L'embarcation doit être équipée d'un système de direction (à tribord) pouvant supporter la puissance de l'embarcation.

- 6.1.1** Le pupitre de barre doit être équipé d'un écran tactile ICON TOUCH 7.0 CTS pouvant afficher les indicateurs appropriés indiqués ci-dessous, comme recommandé par le fabricant du système de propulsion. Au strict minimum, les indicateurs suivants doivent surveiller le système.

- a) Indicateur de carburant.
- b) Compte-tours
- c) Voltmètre pour les moteurs
- d) Indicateur de température.
- e) Manomètre d'huile
- f) Un indicateur d'inclinaison et d'assiette pour chaque moteur de 250 chevaux

- 6.1.2** Les commandes des gaz et de la transmission doivent se trouver à tribord de la console.

- 6.1.3** La console doit être suffisamment grande pour loger une (1) radio marine à très haute fréquence (VHF), un (1) affichage multiple pour un traceur de carte GPS et un radar, un (1) sondeur 3D et un écran tactile ICON TOUCH 7.0 CTS pour les indicateurs précédemment mentionnés en tant que minimum. La console doit être disposée à angle de 30 à 45 degrés pour le confort du pilote et pour accueillir le volant de direction, les commandes des moteurs, le tableau de distribution, le système d'éclairage et les indicateurs.

- 6.1.4** Les alarmes suivantes doivent être installées : alarme de niveau d'eau élevé dans la cale et alarme de vapeurs dans la cale.

- 6.1.5** Deux (2) prises électriques de 12 V de type allume-cigare doivent également être installées : une sur le tableau de bord de bâbord et l'autre sur le tableau de bord de tribord.

6.2 SYSTÈMES DE DIRECTION

Les systèmes de direction doivent être à commande hydraulique distante avec réservoir d'huile autonome; le volant doit tourner au maximum quatre tours de barre toute à barre toute. Des systèmes de propulsion particuliers peuvent comporter leurs propres exigences de gouverne qu'il faut respecter; cela exclut le moteur auxiliaire de 15 chevaux.

-
- 6.2.1** Tous les tuyaux de direction hydraulique doivent être installés de manière à éviter tout dommage matériel, pincement, ou usure par friction.
 - 6.2.2** Les tuyaux hydrauliques doivent être d'une longueur et d'un diamètre suffisants pour empêcher l'effet de pulsation. Ils doivent aussi convenir à une installation en milieu marin et être munis de raccords en acier inoxydable.
 - 6.2.3** Le raccordement entre le volant de direction et la console doit être suffisamment robuste pour éliminer les mouvements avant-arrière ou latéraux du mécanisme du volant et de l'arbre de direction.
 - 6.2.4** Le volant de direction doit être fabriqué en acier inoxydable et peut être recouvert de caoutchouc ou de plastique. Le volant doit être suffisamment rigide pour ne pas fléchir pendant les opérations en eaux agitées et devrait être rembourré pour offrir une surface confortable et antidérapante que le pilote peut agripper.

6.3 PLACES ASSISES

6.3.1 Places assises des opérateurs

Des chaises du capitaine à hauteur réglable et indépendantes pouvant accueillir confortablement le pilote et le navigateur côte à côte doivent être fournies et installées.

6.3.2 Places assises des passagers

Trois (3) places assises doivent être aménagées pour les passagers à la table de cuisine située à bâbord de la cabine.

6.4 FENÊTRES

Les fenêtres de la cabine doivent être pourvues de cadres d'aluminium éprouvés et de verres de sécurité, et être dimensionnées de manière à offrir le maximum de visibilité (conformes à la norme TP-1332 de la DSMTTC) partout dans la cabine. Il doit y avoir une fenêtre de chaque côté de la porte de passage étanche à l'avant de la cabine. La porte de passage avant doit être pourvue d'une fenêtre et la fenêtre de tribord à côté du pupitre de barre doit pouvoir coulisser, avoir une moustiquaire et être étanche lorsque fermée. Une partie de la porte arrière doit être coulissante, pourvue d'une moustiquaire et être étanche lorsque fermée.

Des ventilateurs à vitesse variable avec régulateurs doivent être installés sur chaque fenêtre avant, à l'exception de la porte de passage à l'intérieur de la cabine.

6.5 ESSUIE-GLACES

Des essuie-glaces de pare-brise doivent être installés sur les pare-brise de chaque côté de la porte traversante. Au minimum, ils doivent couvrir 60 % de la surface du pare-brise.

6.6 POIGNÉES

Des poignées doivent être installées, au strict minimum, aux endroits suivants :

- 6.6.1 Deux (2) sur le tableau de bord, à portée des postes d'opérateur et de navigateur.
- 6.6.2 Deux (2) derrière le siège de l'opérateur.

6.7 TAQUETS D'AMARRAGE

- 6.7.1 Deux (2) taquets d'amarrage doivent être installés sur le tableau de l'embarcation.

6.7.2 Les taquets doivent être fabriqués en aluminium ou en acier inoxydable et munis d'une plaque de renfort pour plus de robustesse.

6.8 BITTE DE REMORQUAGE

Un bollard de remorquage doit être fixé (capacité de remorquage de 2 500 lb) à l'arrière de l'embarcation et mis à l'essai.

6.8.1 Un bollard de remorquage cruciforme avec protecteurs de moteur doit être installé à l'arrière et se prolonger d'environ 0,3 m au-dessus des moteurs.

6.9 RANGEMENT

6.9.1 petites pièces d'équipement doivent être installés sous les sièges, sous la console, sur le pont sous la partie supérieure du pavois et partout où c'est possible afin de maximiser l'espace de rangement.

6.9.2 Les plus gros compartiments de rangement doivent être verrouillables. Des aménagements doivent être prévus afin d'assurer le rangement sûr, solide et accessible d'une ancre et de sa chaîne, ainsi que d'autres équipements, à l'intérieur d'une boîte de rangement verrouillable située à l'arrière.

6.9.3 Des plateaux et des brides pour ranger des pagaies, des gaffes, etc., doivent être installés le long des parois intérieures sous la partie supérieure des pavois.

6.10 CONDUITS DE CÂBLE

Des conduits de câble doivent être installés pour acheminer les câbles électriques montés à l'intérieur. Ils doivent être installés avec des couvercles facilement amovibles et être de grosseur suffisante pour pouvoir accueillir un câblage supplémentaire en prévision d'installations futures.

Les câbles doivent être regroupés (en faisceaux) dans la mesure du possible. Tous les faisceaux de câbles doivent être acheminés dans des conduits protecteurs. Lorsque cela n'est pas possible, les câbles et les conducteurs doivent être rattachés à des supports réducteurs de tension comme des sangles ou des brides, espacées de 18 po à l'horizontale et de 14 po à la verticale.

Les câbles et les conducteurs qui traversent les joints scellés, les ponts, les cloisons ou toute autre surface exposée doivent être installés de façon à maintenir l'étanchéité de la structure. Les entrées de câble dans les boîtiers scellés doivent être pourvues de presse-étoupes de dimension appropriée et de qualité marine.

Les câbles et les conducteurs qui traversent les structures et qui ne sont pas munis de presse-étoupes de qualité marine doivent être protégés contre l'usure par frottement au moyen de passe-câbles résistant à l'abrasion.

Lorsque possible, éviter de faire passer les câbles à travers des espaces remplis de mousse. Se cela est nécessaire, les faire passer dans un tube en PVC. Le tube doit être installé de façon à ne pas capter d'eau.

7.0 COQUE

Tous les composants et structures (coque, pont, cabine, sièges, etc.) doivent être suffisamment robustes pour résister aux forces de charge impulsives latérales et verticales associées aux exigences opérationnelles de l'embarcation dans des conditions de charge normales.

7.0.1 L'extérieur de la coque, du pont et de la console doit être construit par joints soudés. Les sections de la structure sujettes aux vibrations à proximité des

-
- plaques de fondation de machinerie près de la zone d'étrave et exposées aux chocs doivent également être construites par joints soudés.
- 7.0.2 La coque doit être conçue pour abriter un nombre suffisant de compartiments remplis de mousse afin de maintenir une stabilité adéquate et assurer une bonne flottabilité lorsque l'embarcation est inondée et chargée. La mousse doit être de type Foamsulate TM 4255-245 ou l'équivalent, injectée conformément à la norme CAN/ULC S705.
- 7.0.3 Le pont au-dessus des compartiments étanches doit être pourvu de plaques ou d'écrouilles boulonnées facilement amovibles pour réparer les réservoirs et les compartiments de flottaison situés en dessous, ainsi que de couvercles séparés (20,3 cm [8 po]) aux fins d'inspection des composants du système d'alimentation en carburant et pour avoir un accès rapide aux aires fonctionnelles, conformément à la norme TP-1332 de la DSMTCC.
- 7.0.4 Quille d'échouage – Une quille d'échouage en aluminium doit être installée sur toute la longueur de la quille et se prolonger d'au moins 100 mm des deux côtés de la quille afin de protéger l'embarcation des dommages dus aux échouages ou à des dangers semblables. Cette quille doit respecter la performance et les capacités de tenue de mer; elle doit être assez résistante pour résister aux forces impulsives latérales et verticales associées aux exigences opérationnelles de l'embarcation.
- 7.0.5 Un œillet de proue doit être installé sur la proue de l'embarcation aux fins de remorquage.
- 7.0.6 Deux (2) œillets doivent être fixés au tableau de l'embarcation pour l'arrimer à la remorque.

8.0 ÉQUIPEMENT D'URGENCE ET DE SÉCURITÉ

Les articles suivants doivent être fournis avec les accessoires appropriés pour le rangement et l'arrimage. Toutes les fixations fournies par l'entrepreneur doivent être fabriquées en acier inoxydable 316 de qualité industrielle et résistant à la corrosion. Tous les articles doivent être facilement accessibles.

- a) Deux (2) pagaies avec taquets de rangement.
- b) Deux (2) extincteurs d'incendie (catégorie 5BC, de qualité marine) avec supports de fixation installés sur l'embarcation.
- c) Une civière de sauvetage d'homme à la mer pour le sauvetage/récupération de patients pouvant se ranger à l'écart et prête à utiliser (p. ex., Sea Scoopa de Ferno).
- d) Une (1) bouée de sauvetage d'homme à la mer avec support de fixation.
- e) Une (1) gaffe d'embarcation avec support de fixation.
- f) Deux (2) ancres de grosseur convenable et le matériel connexe, y compris la chaîne et la corde (rangées dans un compartiment à l'avant du bateau).

9.0 SYSTÈMES – GÉNÉRALITÉS

9.1 SYSTÈME DE PROPULSION

Deux moteurs hors-bord, fournis et installés par l'entrepreneur conformément aux instructions du fabricant. Les moteurs doivent être de la même marque et du même modèle, c'est-à-dire deux moteurs hors-bord Evinrude E-TEC GEN 2 à deux temps de 250 chevaux, contrarotatifs. L'entrepreneur doit fournir toutes les commandes et les indicateurs, ainsi

que les pièces de fixation pour les moteurs Evinrude et le moteur auxiliaire E-Tec H.O. de 15 chevaux. Tous les équipements et accessoires de moteur installés doivent être approuvés par le fabricant du moteur. L'entrepreneur ne doit pas utiliser d'équipement ou d'accessoires sur les moteurs, même pour les mises à l'essai, pouvant d'une quelconque manière annuler les garanties du fabricant.

9.2 HÉLICE(S)

- a) L'entrepreneur doit fournir trois (3) ensembles d'hélices (un ensemble en guise de rechange pour chacun des hors-bord principaux et le moteur auxiliaire) pour l'embarcation en construction.
- b) Les hélices doivent avoir les dimensions appropriées et être installées par l'entrepreneur.
- c) L'entrepreneur doit transmettre à l'autorité technique les indications concernant le pas et le diamètre des hélices afin de répondre aux exigences de rendement telles que déterminées par le contrôle de conception rédigé par l'entrepreneur.

9.3 COMMANDES

- a) L'installation du système de commande de propulsion électronique doit comprendre un dispositif de commande de moteurs numérique à habitacle double ICON II EST Premium situé du côté tribord de la console de barre. Les commandes doivent être conformes aux recommandations du fabricant du moteur et ne doivent nuire à aucune autre commande.
- b) Le système de commande à manette iDock d'Evinrude doit être installé sur la console de barre conformément aux spécifications du fabricant.
- c) Les commandes doivent être fournies par l'entrepreneur.
- d) L'inclinaison doit être synchronisée entre les deux moteurs et des commandes doivent aussi permettre le réglage individuel de l'assiette.
- e) Si possible, le groupe moteur doit être doté d'un dispositif d'arrêt automatique à cordon (coupe-circuit) pour les moteurs hors-bord, monté près des commutateurs d'allumage.

9.4 VÉRIFICATION DE L'INSTALLATION

L'installation des moteurs, des commandes, des systèmes de lubrification et d'alimentation en carburant, des manomètres et des connexions de batteries doit être vérifiée par un technicien autorisé. Un technicien autorisé doit mettre les moteurs en marche, rédiger un rapport et en remettre une copie à l'autorité technique.

9.5 RODAGE DES MOTEURS

L'entrepreneur doit respecter la procédure de rodage des moteurs établie par le fabricant.

9.6 PROTECTION DES COMMANDES

Les câbles de commande, les câbles électriques pour les moteurs et les tuyaux hydrauliques de la commande de direction doivent passer dans des conduits plastiques résistants aux UV (gainés) ou l'équivalent. Les conduits doivent être installés de façon à ce qu'aucun câble ne soit immergé dans l'eau.

9.7 SYSTÈME DE CARBURANT

Le système complet d'alimentation en carburant doit être fourni, installé, étiqueté et mis à l'essai conformément à la section 7 de la norme TP 1332 de la DSMTC et aux spécifications de l'ABYC.

- a) Le système d'alimentation en carburant doit comprendre un (1) filtre/séparateur d'eau avec cuvette transparente par moteur, et adaptée au circuit d'alimentation des moteurs hors-bord à essence.
- b) Les robinets de carburant doivent être facilement accessibles et étiquetés conformément aux directives de la norme TP 1332 de la DSMTC.
- c) Le goulot de remplissage verrouillable doit être situé dans un compartiment étanche et ventilé, conçu pour récupérer le carburant provenant d'un trop-plein ou d'un refoulement, afin qu'il ne pénètre pas dans le bateau, conformément à la norme TP 1332 de la DSMTC.
- d) Tous les réservoirs de carburant doivent être équipés d'une soupape anti-siphonnement à chaque point d'aspiration.
- e) Les conduits de mise à l'air libre des réservoirs de carburant doivent être équipés d'un clapet antiretour.

9.8 RÉSERVOIR DE CARBURANT

- a) L'embarcation doit être pourvue de deux (2) réservoirs de carburant comprenant des chicanes, au besoin.
- b) La capacité totale doit être de trois cents (300) litres.
- c) Les réservoirs de carburant doivent subir un essai hydrostatique ou un essai à l'air à une pression de 3,0 lb/po² et être étiquetés conformément à la norme TP-1332 de la DSMTC.
- d) Les réservoirs de carburant doivent être pourvus d'une jauge de carburant, câblée à l'écran tactile ICON TOUCH 7.0 CTS situé sur le tableau de bord de la console.
- e) Les réservoirs de carburant doivent être équipés de soupapes anti-siphonnement à chaque point de suction si le débit répond aux exigences du fabricant.
- f) Les deux (2) réservoirs de carburant doivent être équipés de vannes d'interconnexion de sorte que les moteurs puissent pomper le carburant de l'un ou l'autre des réservoirs. Les vannes doivent être clairement identifiées.

10.0 SYSTÈME ÉLECTRIQUE

La conception du système électrique, la sélection et l'installation des composants doivent être effectuées conformément à la norme CSA C22.2 n° 183.2-M1983 (R1999) –

« Installations électriques à courant continu (c.c.) à bord des bateaux » et aux normes TP-1332 de la DSMTC ou ABYC « E » auxquelles le présent document fait référence.

Tout l'équipement et le matériel électriques doivent être installés conformément aux spécifications du fabricant. Les équipements électriques qui doivent être étanches (p. ex., le tableau de distribution sur la console) seront réputés acceptables s'ils sont conformes aux normes IP66. Un panneau de disjoncteurs comprenant au moins dix (10) circuits doit être inclus. L'entrepreneur doit s'assurer que le panneau de disjoncteurs peut offrir une capacité supplémentaire de 10 %, ou abriter au moins deux (2) disjoncteurs de rechange (selon l'option qui offre le plus de capacité).

Un système de distribution de 12 V c.c. doit être fourni pour alimenter les charges de démarrage des moteurs et de service de l'embarcation. Le système doit comprendre les éléments suivants :

- a) Équipement de navigation
- b) Feux de navigation.
- c) Éclairage intérieur
- d) Instruments
- e) Pompe(s) de cale
- f) Systèmes électroniques
- g) Systèmes de communication
- h) Système d'eau potable sous pression
- i) Réfrigérateur
- j) Essuie-glaces.
- k) Ventilateurs de pare-brise

Tout l'équipement électrique doit être installé de manière à fonctionner sans causer d'interférences aux autres équipements ou au compas magnétique.

L'équipement électrique doit être facilement accessible aux fins d'entretien.

Deux (2) prises électriques de type allume-cigare de 12 V et de qualité marine doivent être installées sur la console de l'opérateur ou à proximité.

10.1 BATTERIES, INTERRUPTEURS ET CHARGEURS

- a) L'embarcation doit être équipée d'un système à deux (2) batteries à décharge profonde dotées d'un commutateur et branchées conformément aux spécifications techniques fournies par le fabricant des moteurs.
- b) Les batteries doivent être de qualité marine, à mat de verre ou à électrolyte solide sans entretien pour empêcher les fuites. Elles doivent produire une intensité au démarrage d'au moins 800 A.
- c) Les interrupteurs des batteries doivent être encastrés afin d'empêcher l'accrochage ou la commutation accidentelle.
- d) Les compartiments des batteries doivent être étanches et munis d'un dispositif d'évacuation des gaz convenable.

10.2 ÉCLAIRAGE

- a) La rétrodiffusion de l'éclairage de la console doit être minimisée à la conception. Dans tous les cas et dans la mesure du possible, des gradateurs de qualité marine doivent être posés et pouvoir atténuer l'éclairage des indicateurs du moteur et des autres indicateurs indépendamment de l'éclairage du compas.
- b) Les feux de navigation doivent être conformes au *Règlement sur les abordages* de la LMMC.
- c) Les feux de navigation doivent être fixés en permanence et étanches.
- d) Les ampoules dans les feux de navigation doivent être conçues pour résister aux vibrations et à l'humidité et être protégées des dommages lorsque l'embarcation est à couple ou accostée à un quai commercial.
- e) Les feux de navigation doivent être installés de manière à ne pas gêner la vue de l'opérateur.

-
- f) Le feu de mât et de mouillage doit être situé sur le toit de la cabine. Deux interrupteurs de tableau de bord doivent être fournis et étiquetés comme suit : Nav 1 (tête de mât et mouillage) et Nav 2 (feux de côté).
 - g) Phare de recherche étanche 12 V de sept pouces (7 po) monté sur le toit, câblé au système électrique de l'embarcation avec télécommande montée sur la console offrant une rotation minimale de 300 °.
 - h) Projecteurs à bâbord et tribord montés sur la cabine et commandés indépendamment par deux interrupteurs marqués en conséquence.

10.3 POMPE ET DRAINAGE

- a) Une pompe de cale électrique de capacité appropriée doit être montée dans chaque cloison étanche, ainsi qu'une pompe de cale manuelle à membrane. La pompe de cale doit être située de manière à pouvoir aspirer depuis le point le plus bas de la coque. Des tuyaux doivent déverser l'eau de la pompe de cale directement par-dessus bord. La pompe de cale électrique doit être pourvue d'une commande pour s'activer automatiquement lorsqu'il y a de l'eau dans la cale. Un sélecteur de commande doit être posé sur la console de l'opérateur et permettre de choisir les réglages suivants : « Marche », « Arrêt » et « Automatique ». Un voyant et une alarme sonore doivent être installés sur la console et se déclencher lorsque la pompe de cale entre en fonction. Les pompes de cale doivent être câblées directement à la batterie pour être prêtes à fonctionner en tout temps, conformément à la norme TP 1332 de la DSMTCC.
- b) Des orifices de vidange rapide des drains doivent être situés à l'arrière de l'embarcation.
- c) Drainage de la coque : Un bouchon fileté résistant à la corrosion doit être vissé au point le plus bas de la coque pour permettre de la drainer lorsque l'embarcation est hors de l'eau.

10.4 COMPAS MAGNÉTIQUE

L'entrepreneur doit fournir et installer un compas Ritchie-Helmsman de la série 740 avec couvercle ou l'équivalent, encastré dans la console de l'opérateur. Une source lumineuse non blanche (rouge ou verte) doit être raccordée au système électrique de 12 V c.c. et pourvue de son propre gradateur étanche de qualité marine. Le compas doit être réglable afin de compenser la déviation.

11.0 ÉQUIPEMENT ÉLECTRONIQUE ET DE NAVIGATION

Cette embarcation doit être équipée de l'ensemble électronique de navigation suivant, intégrant des affichages placés sur le tableau de bord au moyen de supports de fixation, en plus de l'équipement requis par le Règlement sur les abordages (COLREGS). L'autorité technique du propriétaire doit en approuver la disposition. Toutes les antennes doivent être montées sur le toit et pourvues de branchements amovibles pour le transport sur route. Toutes les entrées de câble doivent passer dans des presse-étoupes étanches. Toute modification doit d'abord être approuvée par le Canada.

- a) Une (1) radio SIA (système d'identification automatique) Garmin VHF avec antenne. Le SIA doit s'afficher sur le traceur de cartes.
- b) Un (1) radar Garmin 18HD avec radôme et d'une capacité d'affichage de 48 milles marins à l'écran du traceur de cartes.

-
- c) Un (1) traceur de cartes Garmin GPS Map 922 à écran tactile avec carte de base du monde.
 - d) Une (1) unité sonar Garmin Panoptix 3D avec Real Vu 3D Forward, 3D Historical et 3D Down.

12.0 PEINTURE ET PROTECTION CONTRE LA CORROSION

- a) Les composants tout en aluminium de l'embarcation, à l'exception de la coque, doivent être recouverts de peinture en poudre gris militaire Zolatone ou l'équivalent.
- b) Avant la livraison de l'embarcation, l'entrepreneur doit vérifier que toutes les surfaces en aluminium exposées et non peintes sont exemptes d'imperfections, y compris les marques de fabrication, les égratignures, les entailles et les taches.
- c) La coque doit être protégée à l'aide d'anodes sacrificielles boulonnées sur l'embarcation, selon les besoins, pour protéger la coque et les moteurs dans un environnement d'eau douce.
- d) Le fini de surface de l'ensemble du pont exposé aux intempéries et le dessus des pavois doivent être peints tout en étant antidérapants et non glissants.

13.0 REMORQUE

- a) La remorque doit être cotée à une capacité 20 % supérieure au poids de l'embarcation « mouillée » et présenter les caractéristiques suivantes :
 - a. construction en acier galvanisé soudé, essieu tandem;
 - b. avec protection des roulements d'essieu et raccord de graissage;
 - c. feux de freinage, de position, clignotants et feux de recul avec connecteur de câblage VR à sept (7) broches;
 - d. système de freinage électrique conforme aux règlements du territoire d'utilisation;
 - e. treuil d'étrave avec sangle de treuil et cric d'étrave;
 - f. pneus radiaux;
 - g. cric de stationnement avec roulette;
 - h. roue de secours pleine grandeur et support;
 - i. rouleaux, trousse de purge des freins;
 - j. ailes « marchepied » à haute résistance;
 - k. attelage convenant à une boule de deux et cinq seizièmes de pouce (2 5/16 po).
- b) La remorque doit être munie d'ailes et de garde-boue conformes aux normes de Transports Canada et être équipée de feux de signalisation adéquats. La remorque doit être pourvue de (2) deux chaînes de sécurité galvanisées avec manilles de dimension et de capacité appropriées. Toutes les connexions électriques doivent être scellées et étanches à l'air.
- c) La remorque doit être pourvue d'un treuil manuel à deux (2) vitesses de grosseur et de capacité convenables, ainsi que d'un câble de sangle tissée et d'un crochet convenant à la charge nominale de la remorque. La longueur de la sangle tissée doit être d'au moins 914 cm. Les côtés de la remorque doivent être pourvus de deux (2) œillets par côté pour les manilles servant à arrimer l'embarcation à la remorque. L'entrepreneur doit fournir deux (2) câbles/sangles de retenue adéquats et réglables. Une chaîne de sécurité et une manille galvanisées doivent être fournies à l'avant de la chape pour arrimer l'étrave de l'embarcation.

-
- d) La remorque doit être ajustée à l'embarcation. Le treuil, le pied et les tendeurs doivent pouvoir résister à de longs voyages en terrain accidenté.
 - e) La remorque doit être certifiée comme pouvant être utilisée sur les voies publiques de toutes les provinces et territoires.

14.0 TESTS ET ESSAIS

L'entrepreneur doit au moins inspecter et tester les éléments ci-après pour s'assurer qu'ils sont conformes aux exigences du contrat et fonctionnent adéquatement

(« fonctionnement adéquat » signifie qu'il est possible de démarrer, d'utiliser et de brancher l'élément en question et de démontrer qu'il fonctionne normalement, le cas échéant). Toutes les anomalies doivent être corrigées avant la livraison. Les inspections et les essais requis constituent un minimum et ne visent pas à remplacer les contrôles, les examens, les inspections ou les essais effectués habituellement par l'entrepreneur pour assurer la qualité de l'embarcation. Les inspections et les essais visent les éléments suivants :

- a) Poids
- b) Qualité de la construction
- c) Moteurs de propulsion, y compris le démarrage
- d) Commandes de propulsion
- e) Système de direction
- f) Système de carburant
- g) Système électrique
- h) Système électronique

14.1 ESSAIS EN MER – GÉNÉRALITÉS

Essais en mer - L'entrepreneur doit réaliser des essais en mer pour démontrer que l'embarcation et son équipement répondent aux critères énoncés dans le contrat. À moins d'indication contraire, l'entrepreneur doit assumer toutes les dépenses liées aux essais en mer, y compris le carburant. Pendant les essais en mer, l'embarcation doit être pilotée par un équipage fourni par l'entrepreneur.

Essais de vitesse - Les essais de vitesse doivent être effectués sur un parcours d'une longueur minimale d'un (1) mille marin. Deux (2) essais doivent être réalisés sur le parcours, un (1) dans chaque direction, et il faut calculer la moyenne des vitesses atteintes au cours des deux (2) essais. Les données GPS (moyennes) sont acceptables.

Essai d'endurance - L'embarcation doit être à pleine charge et naviguer à vitesse maximale au moins toutes les dix (10) minutes pendant plus d'une (1) heure en tenant compte des procédures de rodage de l'équipement. Au cours des essais d'endurance, il faut démontrer que tous les éléments des systèmes de propulsion fonctionnent intégralement. Tous les systèmes doivent fonctionner pour en vérifier la lubrification, la commande et l'alignement. La consommation de carburant pendant l'essai d'une heure doit être notée.

Propulsion en marche arrière - L'embarcation doit être manœuvrée en marche arrière afin de vérifier son fonctionnement en marche arrière. Pendant ces essais, la commande des gaz doit être réglée de manière à obtenir le tiers de la puissance nominale des moteurs. Dans le but de vérifier la performance des moteurs en marche arrière en situation d'arrêt d'urgence et de tester la résistance des assises,

effectuer deux (2) arrêts complets en lançant l'embarcation à vitesse maximale en marche avant, puis en la stoppant sans erre en utilisant la marche arrière. Le temps requis pour effectuer cet essai doit être consigné.

Gouverne - Des essais doivent être réalisés sur la gouverne pour démontrer l'efficacité du système de direction dans toutes les conditions d'exploitation. Des essais de manœuvre doivent être effectués pour assurer la conformité de l'embarcation avec toutes les exigences énoncées. Ces essais de manœuvre doivent être réalisés à charge normale, puis à pleine charge.

L'autorité contractante et l'autorité technique doivent être avisées pas moins de deux (2) semaines avant le début des essais en mer. À tout le moins, l'autorité technique doit assister aux essais en mer. Les résultats des essais en mer doivent être transmis à Pêches et Océans Canada avant la livraison de l'embarcation.

Au terme des essais en mer, l'embarcation doit être nettoyée et inspectée à fond. Le système de refroidissement des moteurs doit être rincé à l'eau douce. L'entrepreneur doit réparer, à la satisfaction de Pêches et Océans Canada, tout dommage à l'embarcation ou à son équipement causé par les essais en mer.

Pour les besoins des essais, on comprend que les conditions de charge normale correspondent à l'embarcation de base, tous ses équipements normaux, le plein de carburant et tout autre article ou charge précisé dans les Renseignements sur l'embarcation (voir la section 4.1).

L'inspection avant livraison doit être effectuée seulement lorsque tous les essais ont été réalisés de façon satisfaisante et que les données connexes sont disponibles pour examen par l'autorité technique. L'embarcation doit être prête à livrer à tous les égards, sauf pour ce qui est de la préparation finale avant le transport. L'entrepreneur doit offrir les services du personnel nécessaire pour répondre à toute question et pour faire la démonstration du fonctionnement de l'équipement, de son entretien, de son accessibilité, de son démontage et de son installation. L'entrepreneur doit consigner tous les résultats de l'inspection définitive et les transmettre à l'autorité technique. Une copie papier des résultats des essais doit accompagner les documents fournis avec l'embarcation. S'il y a lieu, les numéros de série et d'autres données d'identification doivent être consignés pour l'embarcation et les moteurs et soumis à l'autorité technique.

L'entrepreneur doit consigner et documenter tous les calculs de stabilité et les résultats d'essais (conformément à la norme TP 1332 de la DSMTCC) et les rendre disponibles, comme énoncé à la section 14.3, Publications techniques.

Une inspection de livraison doit être effectuée par l'autorité technique ou son représentant au lieu de livraison avant l'acceptation de Pêches et Océans Canada. L'entrepreneur doit réparer, à la satisfaction de Pêches et Océans Canada, tout dommage à l'embarcation ou à son équipement causé par l'expédition. L'entrepreneur doit consigner les résultats de l'inspection d'acceptation et les soumettre à l'autorité contractante aux fins d'acceptation de l'embarcation.

L'entrepreneur doit conserver les dossiers d'essais de l'embarcation pendant au moins deux (2) ans. Il doit préparer une fiche de contrôle certifiant que chaque

essai a été effectué. La fiche doit indiquer le poids réel de l'embarcation à l'état léger. Elle doit aussi comprendre le poids total en charge.

15.0 DOCUMENTATION

Toute la documentation doit être fournie dans les deux langues officielles (en français et en anglais).

15.1 PLAQUE D'IDENTIFICATION

Une (ou plusieurs) plaque d'identification doit être apposée conformément à la norme TP-1332 de la DSMTCC.

15.2 PUBLICATIONS TECHNIQUES

L'entrepreneur doit fournir, au moment de la livraison de l'embarcation, des ensembles complets de publications techniques, y compris un manuel du propriétaire/utilisateur détaillé contenant une description matérielle et fonctionnelle de l'embarcation, de sa machinerie et de son équipement, ainsi que les documents portant sur l'essai de livraison et les résultats des essais en mer. Le manuel doit comprendre, entre autres, les sections suivantes : Renseignements généraux, Renseignements techniques et Liste des pièces de rechange.

L'entrepreneur doit fournir un certain nombre de copies des publications techniques comme suit :

- a) Une (1) copie papier complète et une (1) copie électronique complète sur clé USB de toutes les publications techniques pour l'opérateur. Les copies doivent être livrées avec l'embarcation.
- b) Une (1) copie papier complète et une (1) copie électronique complète sur clé USB de toutes les publications techniques pour l'autorité technique. Les copies doivent être livrées à l'adresse indiquée dans le contrat.

15.3 SECTION DES RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

La section des renseignements généraux doit notamment comprendre une description de la disposition et de la fonction de l'ensemble des structures, des systèmes, de l'accastillage et des accessoires de l'embarcation, ainsi que les illustrations connexes :

- a) Procédures d'exploitation
- b) Caractéristiques de fonctionnement de base (comme les températures, les pressions, les débits)
- c) Exigences et dessins relatifs à l'installation, au montage et au démontage, avec illustrations détaillées pour chaque étape
- d) Entretien préventif recommandé
- e) Procédures de dépannage complètes

15.4 SECTION DES RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES

La section des Renseignements techniques doit comprendre une série complète de manuels détaillés du propriétaire ou de l'utilisateur, des dessins, des listes de pièces et des renseignements complémentaires pour tous les composants de

l'embarcation. Ces documents peuvent être compilés par l'entrepreneur ou acquis auprès de sources externes et porteront sur les éléments suivants :

- a) Liste des pièces de rechange d'origine : La liste des pièces doit comprendre le nom, le numéro de pièce, le numéro de série, le cas échéant, des pièces, articles ou composants ainsi que les coordonnées du fournisseur (nom, adresse, numéro de téléphone et adresse courriel) de la pièce, de l'article ou du composant, et préciser dans quelle partie des caractéristiques techniques il est mentionné.
- b) Coque : données sur la coque.
- c) Numéros de série de l'équipement et cartes de garantie.
- d) Feuille de vérification d'essai pour l'essai préliminaire en usine.
- e) Numéros de série des moteurs, de l'équipement et du système de propulsion.
- f) Composants électroniques (le cas échéant) : numéro de modèle et numéro de série.
- g) Information sur la réglementation et la stabilité, comme définie par la norme TP-1332 de la DSMTCC.

15.4.1 Tous les composants installés à bord doivent être accompagnés d'une fiche de données sur les tâches d'entretien dûment remplie avant que l'embarcation soit acceptée de l'entrepreneur. Ces renseignements doivent servir à alimenter la base de données pour l'entretien de l'embarcation.

15.4.2 Les certificats d'acceptation et les bulletins ou certificats de conformité distribués avec l'équipement (comme les appareils de sauvetage, les rapports d'essai moteur, les certificats de calibration, les certificats des feux de position, les certificats des systèmes d'extinction d'incendie et les formulaires de notation de la mousse de flottaison).

15.4.3 Les publications techniques doivent également comprendre une liste de pièces de rechange d'origine qu'il est recommandé de stocker à bord de l'embarcation. Au minimum, la liste doit contenir les éléments suivants (si indiqué) :

- a) Propulsion : hélices, filtres, rotor de pompe à eau, batteries, câbles de manette de poussée et de levier sélecteur, et outils spéciaux pour les moteurs.
- b) Composants électriques : disjoncteurs du tableau, fusibles, ampoules.
- c) Structure et accastillage de l'embarcation : assortiment de fixations fréquemment utilisées.

15.5 DOCUMENTS LIVRABLES SUPPLÉMENTAIRES

Les documents supplémentaires suivants doivent être fournis avec chaque ensemble de manuels livré :

- a) Un certificat d'enregistrement du jaugeage conformément à la norme TP 13430 (<http://www.tc.gc.ca/eng/marinesafety/svcp-gt-3948.htm>).
- b) Inscription au Programme de conformité des petits bâtiments à : <http://www.tc.gc.ca/eng/marinesafety/svcp-menu-3633.htm>.
- c) Deux (2) ensembles d'actes de vente doivent être livrés pour l'embarcation. Une copie doit être fournie dans les manuels livrés avec l'embarcation, tandis que l'autre doit être livrée avec les manuels destinés à l'autorité technique.
- d) Résultats des tests et essais selon l'annexe A.
- e) Tests du constructeur et feuilles de vérification des essais remplies pendant la construction.

16.0 EXPÉDITION ET LIVRAISON

Avant l'expédition, l'embarcation doit être nettoyée, munie de la protection appropriée et emballée conformément à la présente section.

- a) Avant l'expédition, l'embarcation doit être placée sur sa remorque, nettoyée, pourvue de la protection appropriée et emballée conformément aux dispositions de la présente section. Toutes les parties de l'embarcation doivent être nettoyées avant son emballage pour l'expédition. Les cales doivent être sèches et exemptes d'huile, et les réservoirs de carburant doivent être remplis et contenir du stabilisateur de carburant.
- b) Le système de propulsion doit recevoir un traitement de protection, conformément aux recommandations du fabricant, pour un entreposage d'un (1) an au plus dans un environnement assujéti au gel.
- c) Les batteries doivent être débranchées. Une plaque d'avertissement doit être fixée au volant de direction à l'aide d'un fil métallique afin d'indiquer que l'embarcation a reçu un traitement de protection pour l'expédition et l'entreposage et qu'elle ne doit pas être mise en marche tant que l'équipement de propulsion n'a pas été remis en état de fonctionnement.
- d) Tous les points de contact avec l'embarcation doivent être coussinés. Un emballage moulant doit être fourni pour protéger l'embarcation pendant le transport et l'entreposage.
- e) L'embarcation doit être livrée à l'adresse suivante aux frais de l'entrepreneur : Pêches et Océans Canada, 501 University Crescent, Winnipeg, Manitoba R3T 2N6.

ANNEXE C - INSPECTION/ASSURANCE DE LA QUALITÉ/CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

1. Conduite des inspections

- a) Les inspections doivent être effectuées conformément au plan des essais et des inspections présentés et acceptés par l'autorité d'inspection et comme il est détaillé dans cette annexe.
- b) L'entrepreneur doit fournir ses propres employés ou sous-traitants pour effectuer les inspections et les essais; mis à part le responsable technique ou le responsable de l'inspection qui peuvent être désignés dans les spécifications. Dans ce cas, l'entrepreneur doit s'assurer que ses propres employés soient présents pour appuyer les inspections ou les essais.
- c) Le cas échéant, l'entrepreneur doit veiller à ce que les conditions énoncées dans le plan des essais et des inspections prévalent au début de chaque essai ou inspection et pendant toute leur durée.
- d) L'entrepreneur doit veiller à ce que les employés nécessaires pour faire fonctionner l'équipement et pour prendre des notes pendant les essais et les inspections soient dûment informés et disponibles au début des essais et des inspections et pendant toute leur durée. Les gens de métier ou les services d'ingénierie et de supervision sur le terrain qui doivent apporter des ajustements ou des changements mineurs doivent être disponibles à court préavis.
- e) L'entrepreneur doit coordonner les activités de tous les employés qui participent à chaque essai ou inspection et veiller à ce qu'ils se déroulent de façon sécuritaire.

2. Rapports et dossiers d'inspection

- a) L'entrepreneur doit inscrire les résultats de chaque inspection dans le registre d'inspection ou sur les feuilles d'essai, le cas échéant. L'entrepreneur doit conserver des dossiers des inspections effectuées.
- b) Le représentant de l'entrepreneur au chapitre du contrôle de la qualité (et service d'ingénierie et de supervision sur le terrain) doit apposer sa signature comme témoin des inspections ou des essais dans le registre des inspections. L'entrepreneur doit acheminer les originaux des dossiers d'inspection, ainsi que les feuilles d'essai dûment remplies au responsable de l'inspection, dans le dossier du certificat d'acceptation provisoire.
- c) Les résultats des essais ou des inspections jugés insatisfaisants, pour lesquels des mesures correctrices ne peuvent pas être apportées dans le cadre normal de l'essai ou de l'inspection exigeront de l'entrepreneur qu'il en établisse la cause, à la satisfaction du responsable de l'inspection. Les représentants du Canada pourront participer à cette identification, au besoin.
- d) L'entrepreneur doit présenter aux parties contractantes et au responsable des inspections, par écrit, les mesures correctrices visant à supprimer la cause des inspections insatisfaisantes, aux fins d'approbation avant d'effectuer les réparations nécessaires et de reprendre les essais ou les inspections jugés insatisfaisants. Ces avis doivent être incorporés au registre final remis au responsable des inspections.
- e) L'entrepreneur doit corriger les lacunes liées aux installations ou aux réparations, et ce, dès que possible. Il doit organiser ces réparations à ses propres risques.
- f) L'entrepreneur doit reprendre les inspections jugées insatisfaisantes lorsque les réparations nécessaires ont été effectuées.
- g) Les documents d'essais, d'inspection et de contrôle de la qualité qui prouvent le respect des exigences établies, y compris les dossiers de mesures correctrices, doivent être conservés par

l'entrepreneur pendant une période de trois (3) ans à compter de la date d'achèvement du contrat et devront être remis à la partie contractante et au responsable de l'inspection, sur demande.

3. Processus d'essai et d'inspection

3.1 Dessins et bons de commande

- a) Après avoir reçu deux (2) exemplaires de chaque dessin ou bon de commande, le responsable des inspections désigné en examine le contenu par rapport aux dispositions de l'ÉBT. Lorsqu'il relève des divergences, le responsable de l'inspection prévient officiellement tous les intéressés par écrit, au moyen d'un avis de divergence. L'entrepreneur et les autres responsables du Canada doivent se consulter au sujet des divergences ainsi relevées.

3.2 Inspection

- a) À la réception et l'acceptation du plan des essais et des inspections de l'entrepreneur, l'inspection comportera un certain nombre de points, complétés par les autres inspections, essais, démonstrations et tests que le responsable de l'inspection désigné peut juger nécessaires pour pouvoir attester que les travaux ont été exécutés conformément aux dispositions de la spécification. L'entrepreneur doit faire connaître au responsable des inspections désigné la date à laquelle l'ouvrage pourra être inspecté, en lui donnant un préavis suffisant pour qu'il puisse prendre des mesures pour effectuer l'inspection voulue.
- b) Le responsable des inspections examine les matériaux, l'équipement et les travaux pour l'ensemble du projet par rapport aux dispositions du devis; lorsqu'il relève des cas de non-conformité, il établit les **RAPPORTS D'INSPECTION – DÉFECTUOSITÉS** pertinentes
- c) Le contrat exige un système d'assurance et de contrôle de la qualité donc le responsable des inspections doit exiger que l'entrepreneur lui fournisse un exemplaire de son rapport d'inspection interne se rapportant à l'ouvrage visé avant de procéder à l'inspection demandée. S'il faut demander à des tiers de faire des inspections conformément au contrat (par exemple, en faisant appel à un inspecteur de soudage agréé selon la norme BCS 178.2), les rapports doivent être déposés avant que le responsable des inspections examine les travaux.
- d) Il faut mettre sur pied un système d'assurance et de contrôle de la qualité (AQ/CQ). Par conséquent, lorsqu'on présente au responsable des inspections, avant l'inspection, les documents confirmant que les travaux sont satisfaisants, mais que le responsable des inspections constate que ces travaux n'ont pas été examinés de manière satisfaisante, le responsable de l'inspection doit établir un Rapport d'inspection – défauts par rapport aux travaux et un autre rapport en ce qui concerne les lacunes du système d'AQ/CQ de l'entrepreneur.
- e) Avant d'examiner des travaux, le responsable des inspections doit passer en revue les exigences relatives à ces travaux et les normes d'acceptation et/ou de rejet à appliquer. Lorsqu'il faut appliquer plusieurs normes ou exigences qui pourraient se contredire, le responsable des inspections doit consulter l'ordre de priorité des documents du contrat afin de connaître les normes ou exigences à appliquer d'abord.

3.3 Rapport d'inspection – défauts

- a) Il faut établir un Rapport d'inspection – défauts pour chaque cas de non-conformité relevé par le responsable des inspections. Chaque rapport doit porter un numéro de référence unique, être signé et daté par le responsable des inspections et décrire le cas de non-conformité.
- b) Lorsque l'entrepreneur a corrigé le problème de non-conformité et que l'ouvrage a été inspecté de nouveau et accepté par le responsable des inspections, ce dernier remplit le rapport en y ajoutant une mention pertinente, qu'il doit signer et dater.

-
- c) À la fin du projet, le contenu de tous les Rapports d'inspection – défauts qui n'ont pas été approuvés par le responsable des inspections est transcrit dans les documents d'acceptation avant que le responsable des inspections atteste ces documents.

3.4 Essais, tests et démonstrations

- a) Pour permettre au responsable des inspections d'attester que les travaux ont été exécutés de manière satisfaisante, conformément au contrat et aux spécifications, l'entrepreneur doit programmer, coordonner, exécuter et enregistrer l'ensemble des essais, des tests et des démonstrations précisés et exigés par le responsable des inspections.
- b) Lorsque la spécification fait état d'une exigence précise pour ce qui est de l'exécution d'un composant, d'un bien d'équipement, d'un système ou d'un sous-système, l'entrepreneur doit les soumettre à des essais à la satisfaction du responsable des inspections, pour démontrer qu'ils produisent le rendement spécifié et qu'ils fonctionnent conformément aux spécifications
- c) Les essais, tests et démonstrations doivent se dérouler conformément à un calendrier logique et systématique, qui doit permettre de s'assurer qu'on met à l'épreuve tous les composants et biens d'équipement connexes avant la démonstration ou la mise à l'essai des sous-systèmes et que ces sous-systèmes sont mis à l'épreuve avant la démonstration ou la mise à l'essai des systèmes.
- d) Lorsque les spécifications ne comprennent pas d'exigences propres au rendement d'un composant, d'un bien d'équipement, d'un système ou d'un sous-système, l'entrepreneur doit faire la démonstration du rendement de ce composant, de ce bien d'équipement, de ce système ou de ce sous-système à la satisfaction du responsable des inspections.
- e) L'entrepreneur doit coordonner chacun des essais, tests et démonstrations avec toutes les parties intéressées, dont le responsable des inspections, l'autorité contractante, le responsable technique et les sous-traitants, entre autres. Il doit donner au responsable des inspections et aux autres représentants du Canada un préavis d'au moins dix (10) jours ouvrables pour la tenue de chaque essai, test ou démonstration programmé.
- f) L'entrepreneur doit conserver des relevés écrits sur l'ensemble des tests, des essais et des démonstrations effectués requis par le système d'assurance de la qualité.
- g) L'entrepreneur doit être en tous points responsable du déroulement de l'ensemble des essais et des tests conformément aux exigences du contrat.
- h) La partie contractante et le responsable des inspections se réservent le droit de reporter le début ou la suite des tests en mer pour tout motif, notamment les intempéries, la visibilité, une panne ou la détérioration de l'équipement, l'absence d'employés compétents et l'application insuffisante des normes de sécurité.

ANNEXE D – FEUILLE DE PRÉSENTATION DE LA SOUMISSION FINANCIÈRE DÉTAILLÉE

D 1 Lieu de travail proposé

Installation de l'entrepreneur _____

D-2 Prix pour évaluation

Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, droit et assurances sont inclus et taxes applicable en sus, CIP (Incoterm 2000) a destination TBD, British Columbia

a.	Travaux prévue - Première unité (1 bateau, 1 remorque) Aout 3, 2018 Avec la livraison DDP à: DFO Winnipeg, Mb	\$ _____
b.	Travaux prévue - deuxième unité (1 bateau, 1 remorque) Aout 3, 2018 Avec la livraison DDP à: DFO Winnipeg, Mb	\$ _____
c.	Travaux prévue – troisième unité (1 bateau, 1 remorque) Aout 3, 2018 Avec la livraison DDP à: DFO Winnipeg, Mb	\$ _____
d.	Travaux imprévus Frais de main-d'œuvre de l'entrepreneur : Nombre estimatif d'heures-personnes au tarif d'imputation ferme pour la main-d'œuvre, y compris les frais généraux et les bénéfices : 50 hr- personnes X _____ \$ de l'heure pour un PRIX de : Voir les See articles D-3 and D3.1 below.	\$ _____
e.	PRIX POUR ÉVALUATION [a + b + c] un PRIX POUR ÉVALUATION, frais de douanes inclus, taxe applicable exclue :	\$ _____

D3- Travaux imprévus

Les travaux imprévus autorisés par le ministre seront calculés comme suit :

« Nombre d'heures (à négocier) X _____ \$, montant correspondant au tarif d'imputation horaire ferme de l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, y compris les *coûts indirects* et les bénéfices, plus le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajoutée une majoration de 10 p. 100, ainsi que les taxes applicables, du coût total du matériel et de la main-d'œuvre.

Le *tarif d'imputation horaire ferme* et la majoration pour les matériaux demeureront fermes pour la durée du contrat et toutes autres modifications s'y rattachant. »

- D-3.1** Nonobstant les définitions ou les termes utilisés ailleurs dans le présent document ou dans le système de gestion des coûts du soumissionnaire, lors de la négociation des *heures* de travail pour les travaux imprévus, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada tiendra uniquement compte des heures de travail directement liées aux travaux pertinents.

Les éléments des frais de main-d'œuvre connexes identifiés au point D3.2 ci-dessous ne seront pas négociés, mais ils doivent être inclus dans le *tarif d'imputation pour la main d'œuvre*. Il incombe donc au soumissionnaire d'intégrer les valeurs au tableau qui précède pour assurer une rémunération juste, sans égards à la structure du système de gestion des coûts.

- D-3.2** Une Indemnité pour les frais de main-d'œuvre connexes comme la gestion, la supervision directe, les achats, la manutention, l'assurance de la qualité et les rapports connexes, les premiers soins, les inspections de dégazage et les rapports connexes, et l'établissement de prévisions sera incluse comme *frais généraux* pour établir le *tarif d'imputation pour la main-d'œuvre* inscrit à la ligne D-2b et à l'article D-3 ci-dessus.

- D-3.3** Un taux de majoration de 10 p. 100 pour les matériaux s'appliquera également aux coûts des contrats de sous-traitance. Le taux de majoration comprend toutes les indemnités pour la gestion des matériaux et de la sous-traitance qui n'entrent pas dans le tarif d'imputation pour la main-d'œuvre. L'entrepreneur n'aura pas droit à une indemnité distincte pour l'achat et la manutention des matériaux ou pour l'administration de la sous-traitance.

D-4. Proposition de livraison

Tous les produits livrables sont obligatoires à recevoir au plus tard le 3 août 2018.

[illegible]

ANNEXE F – RENSEIGNEMENTS REQUIS POUR LA VÉRIFICATION DES DISPOSITIONS RELATIVES À L'INTÉGRITÉ

Veuillez fournir une liste des noms des entités suivantes, conformément à la nature de la société.

1. Pour une société de personnes : chacun des membres du conseil d'administration du soumissionnaire

2. Pour une société de personnes, une société en nom collectif ou une société en commandite : les noms de tous les partenaires actuels

3. Pour une entreprise individuelle ou un particulier faisant affaire sous le nom d'une entreprise : le nom de l'unique propriétaire ou particulier

4. Pour une coentreprise : le nom de tous les membres actuels de la coentreprise

5. Pour un particulier : le nom de la personne

ANNEXE G – LISTE DE VÉRIFICATION DE L'OFFRE

Instruction aux soumissionnaires : Le tableau G-1 est une liste de vérification aux fins d'autovérification.

Tableau G-1 Liste de vérification du dossier de soumission

G1.1

Nonobstant les exigences touchant les livrables mentionnés ailleurs dans cette demande de soumission et dans ses spécifications techniques connexes, voici les seuls livrables obligatoires qui doivent être présentés avec les documents de la soumission au moment de la fermeture des soumissions. Les éléments suivants sont obligatoires et le soumissionnaire doit présenter chacun d'eux pour que sa soumission soit jugée recevable.

N°	Partie	Article	Description	Condition	Document fourni
<u>Section I – Soumission technique</u>					
1		Page Frontal	Demande d'appel d'offre Partie 1 page 1, complété et signée	Obligatoire avec la soumission	<input type="checkbox"/>
2	3	3.2 Entirely	Section 1 –Technical Bid	Obligatoire avec la soumission	<input type="checkbox"/>
<u>Section II – Soumission financière</u>					
6	Annexe D	Tout	Annexe D : Feuille de présentation de la soumission financière détaillée, complet.	Obligatoire avec la soumission	<input type="checkbox"/>

G1.2 Liste de contrôle des livrables appuyer

Si les renseignements suivants qui viennent appuyer la soumission ne sont pas présentés avec la soumission, l'autorité contractante en fera la demande au plus bas soumissionnaire, et ils devront être fournis dans un délai de quarante-huit (48) heures suivant la demande écrite :

N°	Partie	Article	Description	Condition	Document fourni
<u>Section I – Soumission technique</u>					
6	6	6.5.4	Représentant de l'entrepreneur	48 hrs après l'attribution du contrat	<input type="checkbox"/>
<u>Section III – Attestation</u>					
7	6	6.9	Certification relative au soudage,	48 hrs après l'attribution du contrat	<input type="checkbox"/>
8	5	5.2.1	Annexe F, Renseignements requis pour la vérification des dispositions relatives à l'intégrité, complet.	48 hrs après l'attribution du contrat	<input type="checkbox"/>
9	6	6.20	Loi Applicable	48 hrs après l'attribution du contrat	<input type="checkbox"/>

G1.3 Liste de contrôle des livrables supplémentaires

Les informations suivantes, qui viennent appuyer la soumission, mai être demandée par l'autorité contractante, à partir du soumissionnaire et elle doit être prévue dans le délai indiqué ci-dessous :

N°	Partie	Article	Description	Condition	Document fourni
<u>Autres documents requis après l'attribution du contrat (rappel)</u>					
1	6	6.10	Calendrier de projet	5 jours après l'attribution du contrat	<input type="checkbox"/>
2	6	6.17	Inspection et plan d'essai	7 jours après l'attribution du contrat	<input type="checkbox"/>
3	6	6.19	Certificat d'assurance	10 jours après l'attribution du contrat	<input type="checkbox"/>